



NATIONS UNIES

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL



Distr. : GENERALE

E/ECA/CM.13/6

9 mars 1987

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Huitième réunion du Comité technique
préparatoire plénier

Addis-Abeba (Ethiopie)

13 - 20 avril 1987

Point 6 de l'ordre du jour provisoire*

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Vingt-deuxième session de la Commission/
treizième réunion de la Conférence
des ministres

Addis-Abeba (Ethiopie)

23 - 27 avril 1987

Point 5 de l'ordre du jour provisoire**

**RAPPORT SUR L'EXECUTION DES ELEMENTS DU PLAN D'ACTION DE LAGOS
RELATIFS A L'ALIMENTATION ET A L'AGRICULTURE**

* E/ECA/TPCW.8/1.

** E/ECA/CM.13/1.

TABLE DE MATIERES

	<u>Paragraphe</u>
I INTRODUCTION	1 - 5
II LES ELEMENTS DU PLAN D'ACTION DE LAGOS RELATIFS A L'ALIMENTATION ET A L'AGRICULTURE	6 - 9
III EXECUTION DU PLAN D'ACTION DE LAGOS DURANT LA PERIODE 1980-1985	
a) Stratégies d'orientation et de planification du développement des secteurs de l'alimentation et de l'agriculture	10 -18
b) Production vivrière et agricole	19 -28
c) Technologie et pratiques culturales	29 -31
d) Conservation et mise en valeur des ressources forestières	32 -34
e) Commerce des produits vivriers et agricoles	35 -39
f) Réduction des pertes de produits alimentaires	40 -42
g) Promotion de la sécurité alimentaire	43 -46
h) Services d'appui à l'agriculture	47 -51
IV OBSTACLES A L'APPLICATION DU PLAN D'ACTION DE LAGOS	52 -64
V CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	65 -66
Annexe I	Tableaux
Annexe II	Mesures d'urgence à court et à moyen terme envisagées pour améliorer la situation alimentaire en Afrique
Annexe III	Quantités pêchées, Afrique à l'exclusion de l'Afrique du Sud, 1980, 1985

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1	Part de l'agriculture dans le montant total des dépenses publiques et dans le PIB total, pour 13 pays africain (moyenne pour la période 1978-1982)	1 (A)
Tableau 2	Production vivrière, 1981-1985	2-4 (A)
Tableau 3	Flux de l'aide alimentaire sous forme de céréales	5 (A)
Tableau 4	Production des cultures d'exportation en Afrique (à l'exclusion de l'Afrique du Sud)	6 (A)
Tableau 5	Taux d'accroissement de la production vivrière et agricole en Afrique	6 (A)
Tableau 7	Evolution de la production forestière, 1980-1983	14 (T)
Tableau 8	Importations alimentaires dans la région africaine (à l'exclusion de l'Afrique du Sud), 1980-1984	8 (A)
Tableau 9	Commerce des produits forestiers	16 (T)
Tableau 10	Estimations quantitatives des pertes de principaux produits vivriers dans certains pays africains	18 (T)
Tableau 11	Proportion des dépenses publiques allouées à l'agriculture dans certains pays au cours de la période 1983-1984	9 (A)
Tableau 12	Volume des principaux produits agricoles de l'Afrique, en pourcentage des exportations mondiales	25 (T)
Tableau 13	Taux de croissance annuel des indicateurs macroéconomiques clés de 1960 à 1984	10 (A)

I. INTRODUCTION

1. Une évaluation et une analyse objectives des activités relatives aux secteurs de l'alimentation et de l'agriculture en Afrique depuis l'adoption du Plan d'action de Lagos laissent une impression confuse. L'un des côtés de cette image présente des pays s'efforçant d'exécuter certains éléments du Plan d'action de Lagos concernant les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture, et ce, en particulier durant les deux dernières années de la période de ce Plan, ces pays ayant été partiellement aidés par des circonstances favorables telles que les précipitations abondantes et l'assistance fournie continuellement par les parties donatrices. L'autre côté de cette image est celle des pays qui avaient manifesté la volonté d'exécuter le Plan mais qui en ont été empêchés pour différentes raisons, dont certaines ne dépendaient pas d'eux.

2. Le présent rapport vise à analyser les deux côtés de cette image afin d'aider les pays membres à mieux comprendre les principaux facteurs qui ont facilité ou entravé l'exécution du Plan durant la période 1980-1985. Ce rapport a été établi à la lumière du budget-programme de la CEA 1986-1987, qui nécessite notamment l'évaluation de l'exécution du Plan d'action de Lagos en ce qui concerne les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture durant l'exercice biennal.

3. Le rapport qui a été basé sur les résultats de missions et sur des études de différentes publications comporte cinq chapitres. Les chapitres I et II comprennent l'introduction et les données de base. Le troisième traite des résultats obtenus actuellement par les Etats membres dans ces secteurs et particulièrement certains domaines précis soulignés dans le Plan d'action de Lagos comme étant la base de l'évaluation de son exécution. Le chapitre IV s'efforce de jeter une lumière nouvelle sur les contraintes rencontrées dans l'exécution de ce Plan. Le dernier chapitre contient des conclusions et des recommandations pragmatiques dans le but de renforcer la capacité des pays membres à améliorer les résultats obtenus dans ces secteurs, en accordant une attention particulière aux objectifs d'autosuffisance alimentaire du Plan d'action de Lagos.

4. Il convient de préciser d'emblée que le rapport, en essayant d'évaluer l'exécution du Plan durant la période en question, cite certaines activités entreprises par différents pays de la région et ce, à titre d'exemples. Le rapport reconnaît qu'un certain nombre d'activités utiles ont été menées dans la région durant cette période. Si certaines de ces activités n'ont pas été citées dans le rapport, c'est uniquement pour des raisons de concision ou de manque de données précises.

5. Le rapport aura atteint l'objectif fixé s'il réussit à définir clairement les contraintes les plus importantes rencontrées dans l'exécution du Plan d'action, et à proposer certaines solutions pouvant servir de base à des stratégies appropriées à l'action future, et ce, dans le cadre du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990, adopté par l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) à sa vingt et unième session ordinaire tenue à Addis-Abeba du 18 au 20 juillet 1985.

II. LES ELEMENTS DU PLAN D'ACTION DE LAGOS RELATIFS A L'ALIMENTATION ET A L'AGRICULTURE

6. Les éléments du Plan d'action de Lagos relatifs à l'alimentation et à l'agriculture concernent un ensemble important de questions. A long terme, ces questions visent à préparer le terrain nécessaire pour atteindre un développement autonome dans ces secteurs et une intégration régionale par l'intermédiaire, entre autres, d'une coopération internationale plus étroite et du commerce. A court terme, ces questions mettent l'accent sur la nécessité d'obtenir "une amélioration immédiate de la situation alimentaire et d'établir une base afin de parvenir à l'autosuffisance en ce qui concerne les céréales, les produits de l'élevage et de la pêche". ^{1/}

7. Plus précisément, le Plan en question affirme que "des mesures prioritaires devraient être prises afin d'obtenir une réduction substantielle des pertes de produits alimentaires, de parvenir à un degré nettement plus élevé de sécurité alimentaire et d'assurer un accroissement important et soutenu de la production alimentaire, surtout en ce qui concerne les céréales tropicales. Une attention particulière devrait être accordée à la diversification de la production agricole"^{1/}. En ce qui concerne les pertes ou gaspillage de produits alimentaires, le Plan soulignait l'importance de réduire celles-ci d'au moins 50 p. 100 vers la fin 1985, et ce, par l'intermédiaire de politiques appropriées et de l'amélioration de l'infrastructure y relative. Les mesures proposées par le Plan en ce qui concerne la sécurité alimentaire comprend également la mise en oeuvre de politiques appropriées et la constitution de réserves d'urgence (10 p. 100 de la production totale), ainsi que la création et l'exploitation de systèmes d'information et d'alerte rapide aux niveaux national, sous-régional et régional.

8. Pour ce qui concerne les stratégies visant à augmenter la production des produits alimentaires, y compris les produits de l'élevage et de la pêche, le Plan a particulièrement insisté sur des méthodes agricoles plus efficaces, des mécanismes d'incitation à accorder aux petits agriculteurs, la lutte contre les inondations, le drainage, la culture mécanisée (le cas échéant), la création de systèmes d'irrigation, la conservation du sol et des eaux et la création des infrastructures nécessaires. Parallèlement, il a accordé une attention particulière à l'amélioration et au renforcement des services chargés de la gestion des parcours, la lutte contre les maladies animales, l'exploitation des ressources de la pêche et la conservation et le développement des ressources forestières. A cet égard, le Plan table sur 10 p. 100 de croissance dans le domaine de la régénération des forêts en 1985; une augmentation de 10 p. 100 des réserves forestières la même année et une augmentation annuelle dans la production de la pêche équivalant à un million de tonnes la même année également. Le Plan a souligné le rôle vital de la recherche, de la formation, de la vulgarisation et des services de commercialisation, et a demandé leur amélioration continue à tous les niveaux.

^{1/} OUA/CEA, Plan d'action de Lagos pour le développement économique de l'Afrique, 1980-2000.

9. Le Plan a justement reconnu le besoin urgent de mobiliser massivement les ressources nécessaires à la réalisation de ces objectifs et à la création et le fonctionnement des mécanismes de contrôle au niveau national. A cet égard, il a indiqué que le montant de ressources requises pour l'exécution des éléments relatifs à l'alimentation et l'agriculture durant la première moitié de la décennie (1980-1985) était de 22 milliards de dollars, calculés sur la base des prix de 1979, 50 p. 100 de ce montant devant provenir de sources locales. Il a également appelé les pays membres et les parties donatrices à fournir les ressources nécessaires, comme il a conseillé aux pays membres de définir les objectifs annuellement pour ce qui concerne le développement des secteurs de l'alimentation et de l'agriculture, de suivre régulièrement les progrès faits pour atteindre ces objectifs, et de faire rapport à ce sujet.

III. EXECUTION DU PLAN D'ACTION DE LAGOS DURANT LA PERIODE 1980-1985

a) Stratégies d'orientation et de planification du développement des secteurs de l'alimentation et de l'agriculture

1) Stratégies d'orientation et de planification du développement antérieures au Plan d'action de Lagos

10. Les stratégies d'orientation et de planification du développement de l'Afrique ont subi des changements progressifs depuis l'adoption du Plan d'action de Lagos en 1980. Avant l'adoption de ce Plan, le but essentiel des plans et des politiques de développement était de produire de cultures d'exportation telles que le café, le coton, les arachides, le sucre et le thé, en négligeant les produits vivriers. Dans un effort manifeste d'augmenter la production des cultures de rapport et d'augmenter les recettes d'exportation, plusieurs pays de la région ont orienté leurs politiques et leurs plans vers le renforcement des exploitations agricoles privées ou para-étatiques. La Côte d'Ivoire et l'Ouganda, par exemple, ont mis particulièrement l'accent sur la production de cultures de rapport avant le commencement de la période du Plan d'action de Lagos 1980-1985, grâce à des mesures d'incitation adaptées avant tout aux besoins des grands exploitants et des offices de commerce étatiques. Dans la plupart des pays, la tendance générale était à cet époque de renforcer le rôle de l'Etat et des institutions dans la production et le commerce des cultures de rapport en mettant à profit l'infrastructure existante.

11. Même avec une orientation aussi prononcée vers la production de cultures de rapport, le volume global des ressources allouées à l'agriculture était négligeable. Le plan de développement 1976-1980 du Gabon, par exemple, avait alloué seulement 0,5 p. 100 des investissements publics à l'agriculture. Durant la période de son plan 1975-1980, le Nigéria a alloué 6,5 p. 100 des investissements publics à ce secteur. La situation en Zambie n'était guère

meilleure, puisque l'allocation de ressources à ce secteur était de 5,3 p. 100 en 1975. Comme indiqué dans le tableau I 2/, durant la période 1978-1982, le montant des ressources consacrées au secteur de l'agriculture était très bas, excepté dans un petit nombre de pays tels que le Kenya et la Gambie. Ce qui était préoccupant, c'est que sur cette allocation de ressources négligeable au secteur en question, la plus grande proportion était utilisée pour financer un nombre croissant de projets concernant la production de produits d'exportation et ce, sous forme de prix à la production élevés, la subvention des intrants et des services d'appui plus efficaces comme la recherche, la vulgarisation, la commercialisation et le perfectionnement de la main-d'oeuvre. Par conséquent, la planification et les mesures relatives au développement dans plusieurs pays ont accordé peu ou pas d'attention aux petits agriculteurs qui produisaient la majeure partie des cultures vivrières avec des ressources et des technologies insuffisantes, bien que la situation alimentaire ait été relativement meilleure dans les années 60.

ii) Choix d'orientation et de planification du développement durant la période du Plan d'action de Lagos

12. A la suite de l'adoption du Plan d'action de Lagos en 1980 et du Plan alimentaire régional pour l'Afrique (AFPLAN) en 1978 ainsi que des conférences mondiales sur la réforme agraire et le développement rural (CMRADR) en 1979, un léger changement dans la planification et les mesures de développement s'est amorcé. Un certain nombre de pays de la région commençaient à se rendre compte du besoin urgent d'améliorer le rendement du secteur agricole tout en accordant une attention particulière au rôle que jouent les petits agriculteurs en tant que moyen d'augmenter non seulement les cultures d'exportation, mais également les cultures vivrières, notamment les céréales, les tubercules, les produits de l'élevage et de la pêche. Les politiques et plans de développement ont été graduellement modifiés afin de refléter la nouvelle tendance à l'autosuffisance alimentaire, au développement rural, à l'autonomie et à la coopération inter-Etats. A titre d'exemple, les plans de développement du Mali (1980-1985), du Nigéria (1981-1985), du Rwanda (1981-1990) et du Cameroun (1981-1986) ont reflété l'intérêt croissant de ces pays pour le développement agricole (rural), deux d'entre eux, (Mali et Cameroun) allouant à ce secteur 30 et 24 p. 100 respectivement de leurs dépenses publiques totales. Dans son plan de développement de 1981-1984, la Côte d'Ivoire, dans un changement de politique, a mis l'accent sur la production des cultures vivrières. Dans son allocation budgétaire, 1982-1983, le Zimbabwe a consacré 31 p. 100 au développement agricole (rural). Le Kenya a porté la part allouée à l'agriculture, dans les dépenses totales consacrées au développement à 17,6 p. 100 pour la période 1981-1982. Même la Libye, riche pays pétrolier, a adopté une stratégie de planification tendant à la diversification de l'économie, en insistant particulièrement sur le développement agricole, notamment la mise en valeur des terres et l'exploitation des nappes phréatiques.

2/ Tous les tableaux (excepté ceux indiqués dans le texte) sont groupés dans l'annexe I.

13. Cela ne signifie pas que le Plan d'action de Lagos a eu un impact immédiat sur le fonctionnement des mécanismes de planification des pays de la région. Il est admis que beaucoup de pays n'ont pas réussi à adapter leurs plans et politiques de développement aux objectifs du Plan d'action de Lagos pour différentes raisons, dont les problèmes internes, politiques, et l'insuffisance des ressources. Dans certains de ces pays, des responsables de haut rang ignoraient l'existence du Plan d'action de Lagos, moins nombreux étaient les pays qui l'avaient exécuté en 1983. Même parmi les pays qui ont volontairement ou involontairement ajusté leurs plans et politiques nationaux, certains avaient négligé l'importance de sous-secteurs tels que le développement, la conservation des ressources forestières, les pertes de produits alimentaires et la sécurité alimentaire. En dépit des appels répétés lancés par l'Assemblée générale des Nations Unies, le Plan alimentaire régional pour l'Afrique, le Plan d'action de Lagos, les différents sommets de l'OUA, la Conférence régionale de la FAO et la Conférence des ministres de la CEA pour une réduction importante des pertes de produits alimentaires et l'amélioration des systèmes de sécurité alimentaire, des mesures efficaces n'avaient pas été prises pour améliorer la situation dans beaucoup de pays. Combiné au niveau déjà bas de la production, cela a exposé ces pays à une malnutrition terrible et à la famine due à la sécheresse ayant atteint en 1983-1984 une ampleur sans précédent dans la région.

14. La sécheresse impitoyable de 1983-1984, l'une des causes majeures des mauvais résultats des secteurs de l'alimentation et de l'agriculture, a entravé les efforts déployés pour exécuter les objectifs du Plan d'action de Lagos en matière d'orientation et de planification. En 1984, la sécheresse a frappé 24 pays africains et occasionné une crise alimentaire de grande ampleur. Les produits de base alimentaires étaient devenus rares, les puits et les points d'eau s'étaient taris et la couverture végétale avait pratiquement disparu dans les pays touchés par la sécheresse. Plus grave encore, on avait assisté à de lourdes pertes en vies humaines et parmi le cheptel dans certains pays tels que l'Éthiopie, le Tchad, le Botswana et le Soudan. Devant cette situation catastrophique, la plupart des pays africains n'avaient d'autres choix que de modifier leurs plans et mesures de développement afin de résoudre leurs problèmes urgents. Selon la FAO, les domaines importants sur lesquels ces pays ont concentré leurs efforts pour atteindre ces objectifs sont ceux qui figurent à l'annexe II.

15. Les nouvelles stratégies d'orientation et de planification d'urgence, tout en allégeant la crise alimentaire immédiate dans les pays concernés, avaient retardé les mesures destinées à jeter les bases pour les objectifs à long terme du Plan d'action de Lagos dans beaucoup de pays. Le résultat a été que les nombreuses questions relatives à la planification et à l'orientation, soulevées dans le Plan d'action de Lagos, étaient restées sans solution. Ceci s'était amplement traduit par a) le niveau bas des prix à la production encore payés aux agriculteurs; b) les facilités de crédit limitées qui leur étaient accordées; c) le revenu en baisse que leur

apportaient leurs exploitations ^{3/}; d) l'inefficacité des institutions à qui ils avaient affaire; e) la distribution inéquitable des richesses, y compris les terres; f) la dégradation des ressources naturelles, en particulier les ressources forestières; g) les approches de développement basées sur l'urbanisation; et h) l'intensification de l'exode rural. D'ailleurs, cela était reflété par la croissance de la population dans la région; dans l'inefficacité des technologies adoptées par les petits agriculteurs et par la haute priorité encore accordée aux cultures de rapport.

16. Cependant, il est encourageant de noter que durant les deux dernières années de la période du Plan d'action de Lagos, quelques pays ont entrepris des réformes relatives à la planification et à l'orientation, mus par la volonté d'améliorer la situation dans les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture. Les domaines les plus importants où ces réformes ont été introduites concernaient la dévaluation de la monnaie, l'augmentation des prix à la production, la suppression des subventions à l'importation/exportation et la privatisation des institutions d'Etat. Bien que ces mesures aient provoqué des remous politiques dans certains pays, elles ont contribué positivement à la réalisation des objectifs du Plan d'action de Lagos dans des pays comme le Ghana, le Malawi, le Zimbabwe et le Kenya. Les réformes adoptées au Ghana durant la période du Plan d'action de Lagos étaient conformes à l'ensemble de mesures préconisées par le FMI et avaient aidé à augmenter la production agricole. En Gambie par exemple, le groupe d'études qui avait élaboré le programme de redressement économique en juin 1985 avait recommandé une augmentation importante des prix à la production. En Egypte, au Zimbabwe et en Tanzanie, des mesures similaires étaient prises pour encourager le secteur privé, afin de le mettre à contribution dans l'effort déployé pour atteindre l'autosuffisance alimentaire. A Madagascar, beaucoup d'entreprises nationalisées après la révolution ont été privatisées. Au Nigéria, des mesures étaient prises pour promouvoir les grandes exploitations agricoles et privatiser les entreprises d'Etat non rentables. Dans des pays tels que l'Ethiopie et l'Angola, qui avaient trouvé la pilule du FMI dure à avaler, les stratégies d'orientation et de planification étaient élaborées pour atteindre les objectifs du Plan d'action de Lagos, par l'intermédiaire, entre autres, du renforcement des exploitations agricoles d'Etat et des coopératives de production. L'ambitieux plan prospectif de 10 ans de l'Ethiopie (14,5 milliards de dollars) a particulièrement insisté sur la production alimentaire et agricole, en tenant compte du développement de l'irrigation, de la conservation des ressources forestières et du sol ainsi que du développement rural.

^{3/} Dans les pays africains au sud du Sahara par exemple, le produit intérieur brut par habitant, durant les années 1981-1984, avait baissé d'un taux annuel moyen de -4,3 p. 100. Pour de plus amples informations à ce sujet et d'autres questions y relatives, voir le tableau 13.

17. Si le cadre de l'orientation et de la planification se présentait de cette façon au niveau national, il y a eu quelques réalisations aux niveaux sous-régional et régional. Cette période a vu la création d'institutions intergouvernementales telles que la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la Zone d'échanges préférentiels (ZEP) pour les Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe; la Conférence pour la coordination du développement de l'Afrique australe; la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC). Ces institutions avaient fourni le cadre où des mesures gouvernementales collectives étaient proposées sur des questions relatives aux objectifs du Plan d'action de Lagos et concernant les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture. Parmi ces mesures, les plus importantes étaient la suppression des barrières douanières, la libéralisation du commerce, l'analyse périodique de l'offre et de la demande pour certains produits de base agricoles, et la restriction des importations de sources non africaines. De plus, des décisions utiles étaient prises par différentes conférences régionales telles que celles du sommet de l'OUA, la Conférence des ministres de la CEA, les conférences régionales de la FAO et le Conseil mondial de l'alimentation.

18. Toutes ces institutions s'accordent à penser qu'il faut accorder un rang de priorité élevé au développement des secteurs de l'alimentation et de l'agriculture pour pouvoir atteindre l'autosuffisance alimentaire. Pour les participants à la Conférence régionale de la FAO réunie à Harare (Zimbabwe) en 1984, l'amélioration de la situation alimentaire ne dépendait que des gouvernements africains, qui ont été appelés à prendre des mesures draconiennes. La Conférence des ministres de la CEA avait renouvelé cet appel et proposé que les pays africains doivent faire en sorte que la part de l'alimentation et de l'agriculture dans les investissements publics soit relevée à 20-25 p. 100. Il est clair de tout ce qui a précédé que les décisions prises aux niveaux sous-régional et régional sur les questions concernant directement ou indirectement les éléments du Plan d'action de Lagos relatifs à l'alimentation et à l'agriculture, ont aidé à élaborer des stratégies d'orientation et de planification au niveau national.

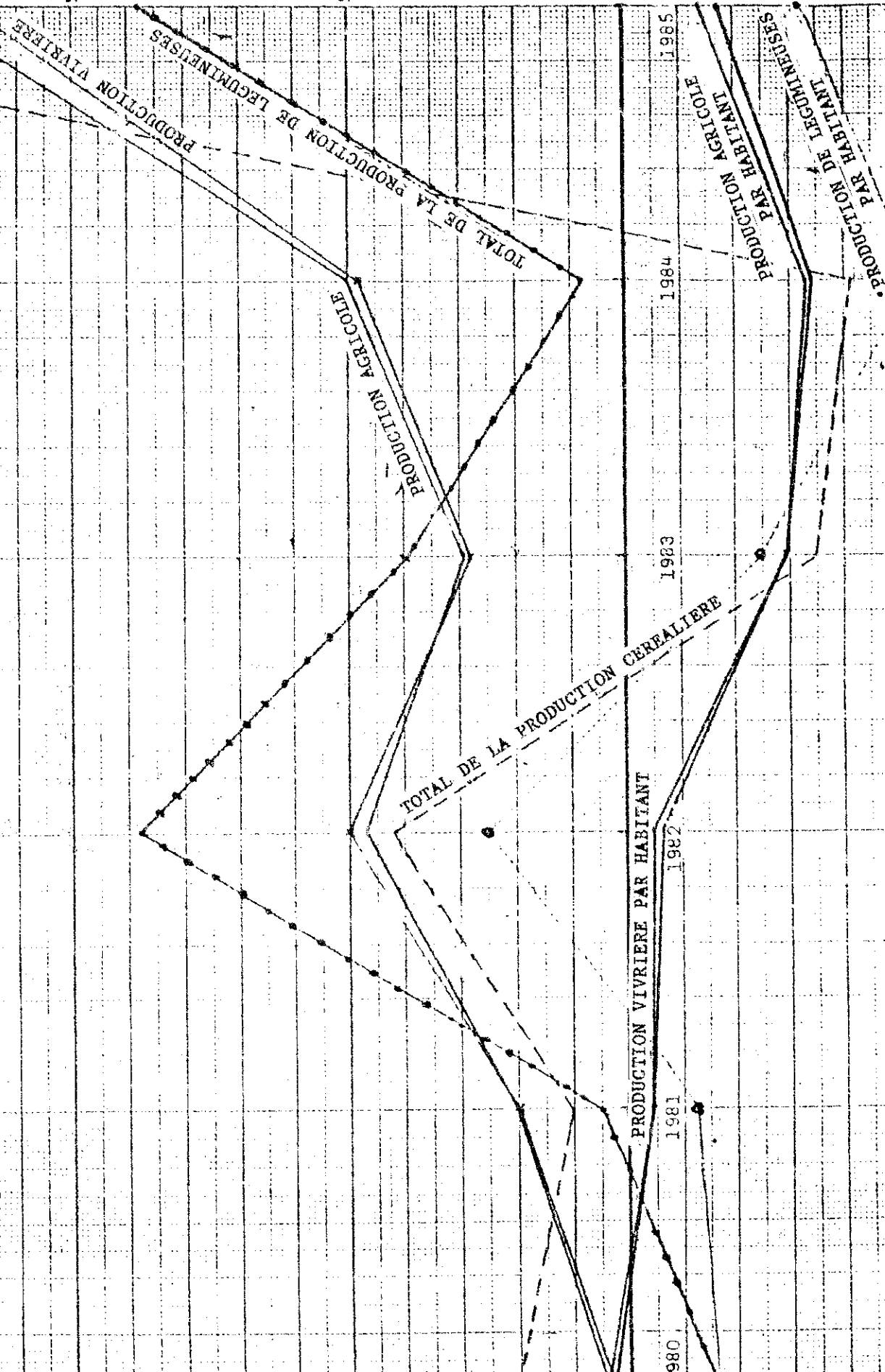
b) Production vivrière et agricole

i) Cultures vivrières et cultures de rapport

19. Ce ne sont pas les déclarations politiques concernant les questions de l'alimentation et de l'agriculture qui manquent pas en Afrique. Durant la période du Plan d'action de Lagos, un ensemble important de plans et de mesures de développement ont été formulés sur ces questions mais ils n'ont pas tous eu un impact profond sur la production. Comme le montre la figure 1 et le tableau 2 en annexe, la production globale de produits vivriers et agricoles a accusé un mouvement de hausse durant les années 1980-1982 avec une augmentation relativement importante pour les céréales et les légumineuses. L'année suivante, il y a eu un renversement de tendance et la production a chuté, reflétant les répercussions de la sécheresse dévastatrice. Grâce en partie aux mesures d'urgence prises par ces pays et aux conditions climatiques favorables, on a enregistré de meilleurs résultats en 1984. En 1985, les résultats de ce secteur ont été remarquables pour ce qui concerne

INDICES DE LA PRODUCTION AGRICOLE ET VIVRIERE (TOTALE ET PAR HABITANT)
POUR L'AFRIQUE, A L'EXCLUSION DE L'AFRIQUE DU SUD

1979-81 = 100



les céréales et les légumineuses qui, après avoir enregistré des niveaux de production extrêmement bas, ont enregistré une augmentation rapide. La production de racines et de tubercules a aussi augmenté durant la période en question. En 1981, 88 millions de tonnes ont été produites dans la région. En 1982, le niveau de production a dépassé 90 millions de tonnes. Durant les deux dernières années de la période du Plan d'action de Lagos (1984-1985), cette production a encore augmenté pour atteindre 97 et 96 millions de tonnes, respectivement, traduisant les rendements relativement élevés obtenus en Afrique de l'Ouest, en Afrique de l'Est et en Afrique australe.

20. Bien que la production vivrière et agricole ait eu tendance à augmenter durant la période en question (excepté en 1983) le rendement par habitant a baissé pour atteindre son niveau le plus bas en 1984 du fait de la pression de la croissance démographique. Sur les 51 pays de la région, 26 ont consommé (en 1984) des quantités d'aliments de base en dessous de leurs besoins alimentaires normaux. En 1982-1983, les pays du Sahel ont produit 88 p. 100 seulement de leurs besoins en aliments. Par conséquent, pour la majeure partie de la période du Plan d'action de Lagos, un grand nombre de pays n'ont pu subvenir à leurs besoins alimentaires et ont dû importer de plus en plus de produits alimentaires et compter sur l'aide alimentaire. Le tableau 3 montre que le flux de l'aide alimentaire en céréales pour l'Afrique dans les années 1979-80 a été de 3,6 millions de tonnes (42 p. 100 de l'aide totale). A la fin des années 1983-1984, cette aide a atteint un maximum avec 5,1 millions de tonnes (52 p. 100 du flux total de l'aide) prouvant ainsi que pour plusieurs pays africains, les objectifs du Plan d'action de Lagos concernant l'autosuffisance alimentaire étaient illusoires. Durant la période considérée, dans certains pays la production de cultures d'exportation a stagné ou baissé. En Gambie, au Nigéria, et à Sao Tomé-et-Principe, par exemple, les cultures d'exportation comme le cacao et les arachides n'ont pas donné de bonnes récoltes.

21. Il faut toutefois reconnaître que durant la période en question, quelques pays de la région se sont efforcés de promouvoir la production vivrière et agricole, y compris la production animale, de poisson et de racines. Parmi ceux-ci on trouve des pays comme le Malawi qui ont pu même exporter des excédents aux pays voisins frappés par la sécheresse. Au Kenya, la récolte de maïs de 1985 a atteint le niveau de 30 millions de sacs, contre 26 millions seulement en 1984. Cette récolte dépassait de loin les besoins alimentaires du pays. Au Zimbabwe, la récolte de 1985 a été de l'ordre de 2 millions de tonnes, dont 45 p. 100 produits par de petits agriculteurs. La récolte de maïs de 1984 a également été importante, dépassant celle de l'année précédente de 22 p. 100. En Algérie, la production céréalière de 1985 a considérablement augmenté par rapport aux années précédentes, grâce essentiellement aux bonnes conditions climatiques. Au Ghana, la production agricole, y compris celle des produits alimentaires, a augmenté en 1984 de 10 p. 100. Les autres pays qui ont réalisé une augmentation de la production moyenne de produits alimentaires durant la période 1981-1983 sont le Rwanda et la Côte d'Ivoire. La production de ces deux pays a enregistré, par rapport à la période précédant le Plan d'action de Lagos, une amélioration de 26 et de 54 p. 100 respectivement, grâce notamment à l'application de mesures efficaces.

22. Comme le montre le tableau 4, la production des cultures d'exportation les plus importantes s'est améliorée durant la période en question. Durant les années 1980-1984, les fluctuations annuelles moyennes enregistrées dans la production de tabac, de thé, de sucre (brut) et de coton ont été positives. De tous ces produits, l'augmentation de la production de tabac (10,4 p. 100) a été la plus importante, suivie par celle de graines de coton (5,4 p. 100). En 1984-1985, excepté pour le cacao, les haricots et le sisal, toutes les autres cultures ont donné de bons résultats, avec une augmentation de 21,2 p. 100 pour le café, 9,1 p. 100 pour le thé, 6,2 p. 100 pour le coton fibre, 5,4 p. 100 pour le sucre brut, et 5,9 p. 100 pour les arachides, traduisant ainsi un niveau de croissance important. Cela signifie que durant les deux ou trois premières années de la période du Plan d'action de Lagos, l'accent était mis davantage sur la production vivrière alors que dans les années 1984-1985, il y a eu une légère préférence pour la production de cultures de rapport, en vue d'augmenter les recettes de devises, comme le prouvent les chiffres du tableau 5.

23. Au Kenya, par exemple, il y a eu une tendance prononcée à utiliser des surfaces énormes pour la production de cultures de rapport. Le Zimbabwe a enregistré une récolte record de tabac. Au Soudan, les cultivateurs se sont progressivement détournés de la production de céréales pour s'occuper de cultures telles que le coton, plus rentable. En 1981, le Tchad a produit 70 000 tonnes de coton. A la fin de 1984, la production totale de coton avait atteint 160 000 tonnes, faisant occuper à ce pays la place de deuxième producteur africain de coton après l'Egypte. Durant la période 1983-1984, le rendement de cacao brut du Cameroun, du Ghana, de la Côte d'Ivoire et du Nigéria a été de 793 000 tonnes. Cette production a atteint 1031 tonnes l'année suivante. Les retombées de cette tendance sur la capacité de ces pays à réaliser à long terme les objectifs d'autosuffisance alimentaire du Plan d'action de Lagos sont évidentes.

ii) Production animale et pêche

24. La production animale et la pêche ont également suivi la même tendance de croissance que celle des cultures vivrières et de rapport. Le taux de croissance annuel moyen des effectifs du cheptel, bovins, buffles, chèvres, moutons, dromadaires, porcs, chevaux et volaille, a été de l'ordre de 1,3 p. 100 pendant la période 1980-1985 (tableau 6). Des variations considérables ont été observées dans le temps et en ce qui concerne les catégories d'animaux et les sous-régions. Durant la période du Plan d'action de Lagos, la distribution des effectifs du cheptel était en faveur des bovins et des petits ruminants. En 1985, par exemple, environ 74 p. 100 des effectifs totaux du cheptel étaient constitués de bovins, 7 p. 100 de moutons, 6,6 p. 100 de chèvres et 6,5 p. 100 de dromadaires. Une bonne proportion du cheptel était concentrée dans les sous-régions de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe. Le total de la production locale de viande dans la région a été de 6 millions de tonnes en 1985 et a augmenté d'un taux annuel moyen de 3 p. 100 durant la même période.

25. Bien que la production animale ait été relativement importante en Afrique de l'Est et en Afrique australe, la production des autres sous-régions a également été du même ordre. Cela était particulièrement vrai dans les sous-régions de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique du Nord. Par exemple, la sous-région de l'Afrique du Nord a produit 57 millions de moutons en 1980 et 62 millions en 1985, contre 47 et 50 millions en Afrique de l'Est et en Afrique australe. La sous-région de l'Afrique de l'Ouest a produit pendant la même période 51 et 53 millions de chèvres, contre 57 et 60 millions dans les sous-régions de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, respectivement. Les sous-régions de l'Afrique centrale, de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique australe ont produit davantage de volaille pendant la même période.

26. Les résultats obtenus par les pays pris individuellement ont également été assez encourageants. Au Zimbabwe, par exemple, le gouvernement a consacré 2,2 millions de dollars zimbabwéens à un programme de construction de clôtures destinées à lutter contre la fièvre aphteuse, en séparant le bétail vacciné du bétail qui ne l'était pas. Au Nigéria, la priorité a été accordée à la production de volaille, de bovins, de porcs et de produits laitiers. En Egypte, un projet a été lancé près de Sohag pour la production de volaille. Pour promouvoir la production animale, les pays de la région ont continué à centrer leurs activités sur la lutte contre les maladies animales telles que la peste bovine et la trypanosomiase, ainsi que la conservation et le développement des pâturages et l'introduction de nouvelles races de bétail.

27. Les prises totales de poisson effectuées dans la région ont aussi enregistré une tendance positive durant la période en question, avec un taux de croissance annuel de 1,4 p. 100 dans les années 1981-1984. En 1984, la production a atteint 3,4 millions de tonnes. Le rendement global de la pêche semble avoir baissé en 1985, à cause notamment de la révision à la baisse des statistiques de la production du Nigéria. Le niveau de production à l'époque représentait seulement le tiers du potentiel de la région, qui est de 10 millions de tonnes au moins. Une bonne proportion (43,8 p. 100) venait des pays situés à côté de larges étendues d'eau telles que le lac Victoria et le lac Tchad ainsi que des pays côtiers ou ayant des cours d'eau. Comme il est indiqué à l'annexe III, les producteurs les plus importants étaient l'Egypte, le Maroc, le Ghana, le Nigéria, le Sénégal, l'Angola et la Tanzanie. Comme d'autres pays de la région, ils ont lancé des projets de développement du secteur de la pêche.

28. Au Sénégal, des mesures ont été prises pour aider les petits pêcheurs à améliorer leur production, grâce à la fourniture d'équipement tel que moteurs, filets ou à des facilités de crédit. En Tanzanie, des entreprises de pêche et de surveillance des zones de pêche ont été créées en même temps que des programmes de formation. En Egypte, on a entrepris des activités pour assurer la protection des espèces menacées dans la mer Rouge. En Sierra Leone, un accord a été négocié avec l'Union soviétique, aux termes duquel ce dernier pays pourrait augmenter la production de poisson en fournissant 12 p. 100 des prises. En Mauritanie, on a commencé à développer le secteur de la pêche, et on a pu augmenter les prises, même si leur rendement ne constituait qu'une partie du potentiel de ce pays. Au Kenya, un projet

expérimental concernant la production d'une espèce de poisson issue du croisement du tilapia nilotica et de la carpe chinoise et d'autres espèces locales est devenu opérationnel. En Guinée, une société américaine "Universal Marine Shark Products" a conclu un accord aux termes duquel elle peut pêcher et traiter des espèces telles que le requin, les crevettes et les homards. A Madagascar, deux co-entreprises (SOPEBO et SOMAPECHE) ont entrepris le développement de la production halieutique, notamment en renforçant les flottes de pêche existantes.

c) Technologies et pratiques culturelles

29. Les technologies et pratiques culturelles utilisées dans la région durant la période en question sont restées très peu appropriées. Elles dépendaient essentiellement de trois types de sources d'énergie : humaine, animale, et mécanique. En fait, 81 p. 100 de l'énergie utilisée par les agriculteurs provenaient des efforts humains. Le reste était réparti entre la traction animale (16 p. 100) et la mécanisation (3 p. 100). Cela étant, la plus grande part des activités culturelles de la région étaient réalisées par l'intermédiaire de technologies peu efficaces, dont l'énergie animale et le travail manuel peu rentable effectué dans la plupart des cas par des vieillards, des femmes et des enfants. Les rares activités culturelles mécanisées de la région étaient essentiellement adaptées aux besoins des grandes exploitations privées ou étatiques produisant des denrées d'exportation qui comprenaient dans certains pays des céréales telles que le maïs.

30. Les types de machines et d'outils agricoles utilisés dans ces exploitations étaient les tracteurs, les moissonneuses batteuses, les herbes, les batteuses, les semeuses, les pompes mécaniques et les moissonneuses. La plupart de ces outils devaient être importés de l'étranger. Cependant, dans certains pays, des efforts ont été déployés pour produire des tracteurs ou en remettre en état. Parmi ces pays figuraient l'Algérie, l'Egypte, le Nigéria, le Zimbabwe et le Malawi. Au Nigéria, par exemple, il y avait trois usines produisant des tracteurs pour l'utilisation locale. Celles-ci se trouvaient à Abuja, Kano, et Bauchi. L'usine d'Abuja, créée en 1984, avait une capacité de 8 000 unités et un objectif initial de 2 000 tracteurs par an. Au Zimbabwe, une compagnie locale a produit un tracteur de 45 chevaux considéré comme le véhicule idéal pour les petites exploitations. Dans des pays comme le Malawi, le Mozambique et l'Ouganda, les tracteurs usagés étaient remis en état ou loués.

31. Les outils simples utilisés par les petits agriculteurs étaient les charrues, les houes, les faucilles, les harnais et les jougs. Bien que ces outils puissent être produits localement dans un grand nombre de pays africains, ils étaient inadaptés aux cultures extensives ou ne répondaient pas aux besoins des agriculteurs pour ce qui concerne les types et le nombre. Compte tenu de cette situation, des efforts sporadiques ont été déployés dans la région pour améliorer les pratiques culturelles. Au Kenya, on a produit un harnais très commode pour les ânes, qui peuvent remplacer efficacement les boeufs en tant qu'animaux de trait, en particulier pendant des périodes de sécheresse. Le Centre international pour l'élevage en Afrique (CIPEA)

a mis au point en 1983 un système de traction par un seul boeuf, système qui a été adopté rapidement par des pays comme l'Ethiopie. Celui-ci s'est avéré extrêmement adapté aux besoins des cultivateurs ayant peu de ressources, qui ne peuvent disposer d'un nombre suffisant de boeufs pour cultiver leurs terres.

d) Conservation et mise en valeur des ressources forestières

32. La production forestière était estimée au début de la période du Plan d'action de Lagos à quelque 430 millions de mètres cubes. Parmi les produits forestiers, 41 millions de mètres cubes étaient constitués de bois rond (grumes, bois déroulé, bois de mine, etc.) utilisé à des fins industrielles, les 389 millions de mètres cubes restant comprenant le bois de feu et le charbon. En 1983, le rendement du sous-secteur des ressources forestières était de 440 millions de mètres cubes, le bois rond constituant une bonne partie de ce rendement. Le tableau 7 montre l'évolution de la production forestière pendant la période 1980-1983.

33. Durant la période 1983-1984, la production de bois rond a augmenté d'environ 2,2 p. 100 pour atteindre plus de 495 millions de mètres cubes. La part du Nigéria a été de 92 millions de mètres cubes. La production de bois rond utilisé dans l'industrie a été de 52,6 millions de mètres cubes (1,5 p. 100 de moins que celle de 1983), alors que la production de bois de chauffe et de charbon a été de 370 millions de mètres cubes, c'est-à-dire en augmentation de 2,3 p. 100 par rapport à 1983. A la fin de 1985, la production de bois rond était de 413 millions de mètres cubes. Pratiquement, 89 p. 100 de cette production a été utilisés comme bois de chauffe ou charbon. La production de sciages et de traverses pour la même année était estimée à 7,9 millions de mètres cubes.

34. Durant la période 1980-1985, un bon nombre de pays se sont efforcés d'exécuter des programmes d'afforestation. Selon les informations disponibles, les plantations dans les pays situés au sud du Sahara ss sont étendues de 100 000 hectares par an. Cela représentait 2,6 p. 100 des surfaces déboisées dans la région mais dépassait sans doute le taux d'afforestation fixé par le Plan d'action de Lagos. Mis à part le Nigéria, d'autres pays ont contribué aux efforts déployés dans la région pour la conservation et le développement des ressources forestières. Au Cap-Vert, par exemple, des activités ont été entreprises pour le développement et la conservation des ressources forestières, y compris le sol et l'eau, et ce, par la construction de digues en dur, de terre-plein et de barrages. En 1985, on a planté dans ce pays environ 6 millions d'arbres. Au Kenya, un groupe de femmes a mis au point un four économique connu sous le nom de "Kumi tatu", qui consomme 30 p. 100 de bois de feu de moins qu'un feu exposé. En Sierra Leone, des prêts ont été accordés par le Gouvernement allemand pour financer la relance de l'industrie forestière. En Ethiopie, on a accordé davantage d'attention au développement du secteur forestier, à cause de la demande croissante de combustible et du niveau extrêmement bas des réserves forestières 4/. Malgré

4/ Il a été estimé que vers la fin des années 30, environ 60 p. 100 du territoire éthiopien étaient couvert de forêt, contre 3,6 p. 100 seulement

les efforts soutenus déployés pour développer le sous-secteur des ressources forestières, le taux de déforestation est resté alarmant, pour les différentes raisons examinées au chapitre IV.

Tableau 7: Evolution de la production forestière, 1980-1983

Produits forestiers	Unité	1980	1983	Augmentation annuelle moyenne en pourcentage
Sciages et traverses	Milliers de m3	6 235	6 355	0,6
Panneaux de bois	Milliers de m3	940	1 038	3,3
Bois à pâte	Millions de tonnes	790	833	1,8
Papier et panneaux de papier	Milliers de tonnes	488	490	0,1

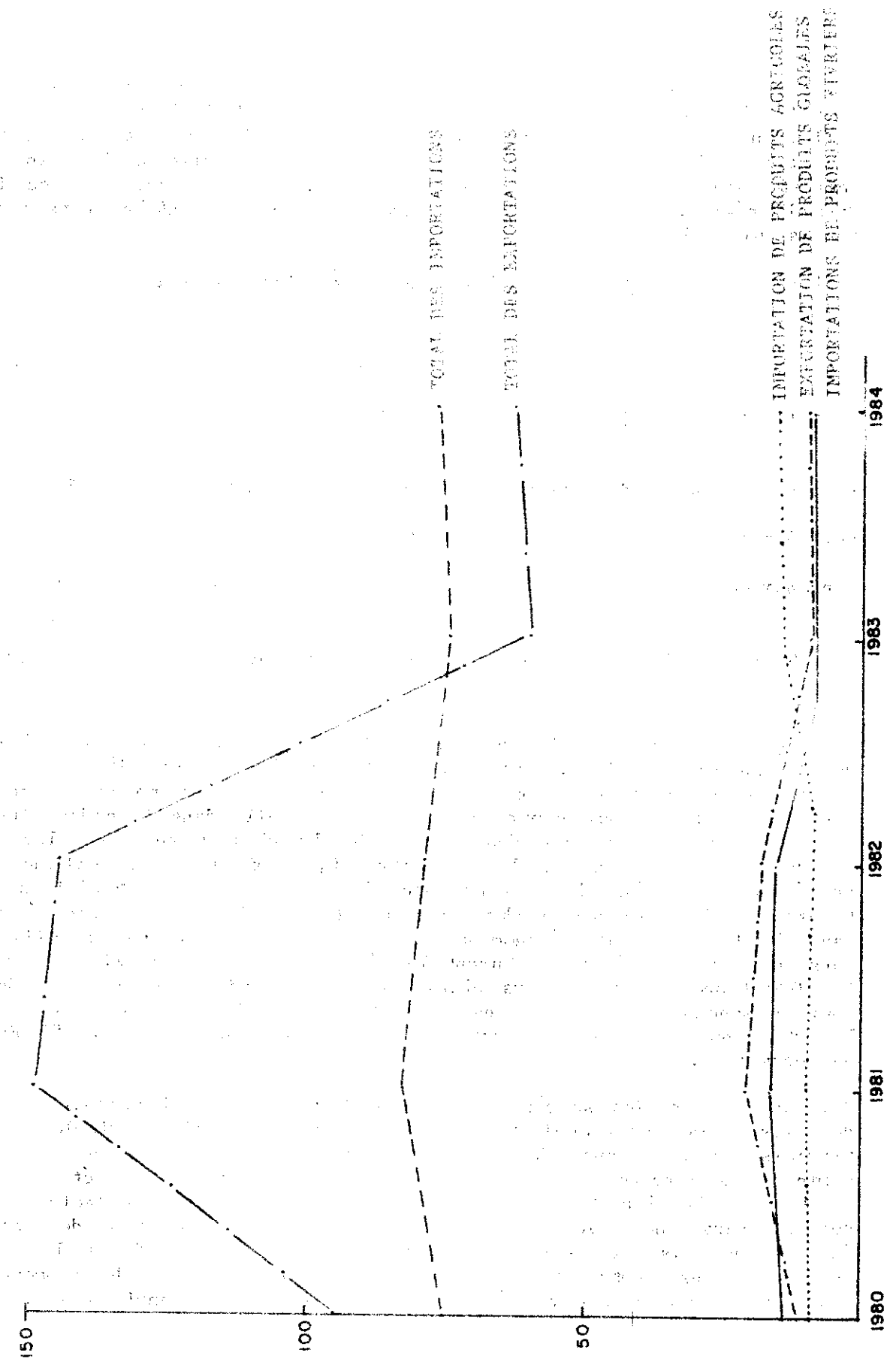
Source : Imprimés de la FAO (octobre 1984).

e) Commerce des produits vivriers et agricoles

35. Le commerce des produits vivriers et agricoles dans la région a enregistré une tendance plus ou moins similaire durant la période considérée. Comme le montre la figure 2, le volume des produits agricoles exportés a eu tendance à augmenter en 1980 et 1981, avant d'amorcer une baisse pour atteindre le niveau le plus bas en 1983. Durant la période 1983-1984, le volume de produits exportés s'est maintenu au même niveau, ce qui explique l'incapacité de la région à développer davantage ce sous-secteur, cela étant dû en partie aux retombées de la sécheresse et aux problèmes de devises. Compte tenu des conditions climatiques favorables et de l'intérêt plus prononcé accordé aux cultures de rapport dans la deuxième moitié de la période du Plan d'action de Lagos, le volume des produits exportés en 1985 pourrait être légèrement supérieur à celui de l'année précédente.

36. La figure 2 montre également que le volume des produits agricoles importés est resté à peu près le même durant la période considérée. Il en était ainsi de l'importation de produits alimentaires qui ont constitué pratiquement les deux tiers du total des produits agricoles importés. Un élément important à noter est que malgré la sécheresse, les importations de produits vivriers n'ont pas augmenté durant les années 1983-1984, traduisant ainsi la dépendance prononcée de la région à l'égard de l'aide alimentaire et son incapacité à financer une importation plus importante de produits vivriers. Le tableau 8 montre clairement que les importations de produits alimentaires de la région ont consisté surtout en produits laitiers et en céréales, en particulier le blé et le riz, dont la consommation considérablement augmentée durant ces dernières années, en partie à cause du changement des habitudes alimentaires, des subventions accordées par les gouvernements et de la croissance rapide de la population urbaine de la région.

COMMERCE GLOBALE ET COMMERCE DES PRODUITS GLOBALES, 1980-84



37. Les produits vivriers et agricoles les plus importants vendus ont été le café, le thé, le coton, le tabac, les produits de l'élevage et les céréales telles que le maïs ainsi que les légumes et les fruits tels que les bananes. Certains produits halieutiques et forestiers ont également été vendus. Les intrants agricoles (engrais, pesticides etc.) ont été exportés ou importés dans la région. Le tableau 9 donne une idée des types de produits forestiers vendus durant les années 1983-1984.

Tableau 9 : Commerce des produits forestiers (millions de tonnes)

Produits forestiers	<u>Importations</u>		<u>Exportations</u>	
	1983	1984	1983	1984
Papier et panneaux de papier	0,98	0,96	0,16	0,17
Bois à pâte	0,44	0,45	0,55	0,55
Panneaux de bois	0,62	0,61	0,31	0,40

Source : CEA, étude des conditions économiques et sociales en Afrique, 1985-1986.

38. Le Gabon, par exemple, a vendu 15 000 mètres cubes de grumes à la Corée du Sud en 1982 et 1983. Durant la même période, la Côte d'Ivoire a exporté 6 000 mètres cubes de ce produit au même pays. Le Burkina Faso a reçu 317,7 tonnes de sel du Ghana contre 112 têtes de bétail, dans le cadre d'un accord de troc conclu entre ces deux pays. Le Tchad a vendu pour 11,5 millions de dollars de coton en 1984, contre 6,72 millions de dollars l'année précédente. Le Sénégal a exporté pour la première fois au Nigéria un engrais (phosphate diammonique) produit localement. La Tunisie a exporté vers les pays de la Communauté économique européenne 70 000 tonnes d'huile d'olive dans les années 1984-1985. Durant la période 1983-1984, le Zimbabwe a exporté 120 000 tonnes de tabac vers plusieurs pays d'Afrique et du reste du monde, pour un montant de 350 millions de dollars. En 1984-1985, le Malawi a exporté 120 000 tonnes de maïs à la Zambie, 30 000 tonnes au Zimbabwe et 50 000 tonnes au Mozambique.

39. Malgré certains succès enregistrés dans tel ou tel secteur, la plupart des pays de la région étaient des importateurs de produits agricoles, notamment vivriers, en provenance de différents pays, dont les pays non africains qui dominent le commerce des produits agricoles. Le résultat a été qu'en dépit de l'appel du Plan d'action de Lagos en faveur de l'augmentation du volume des échanges entre les pays de la région, et l'existence de groupements économiques tels que la Zone d'échanges préférentiels (ZEP) et la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le commerce entre les pays concernés est resté à son niveau très bas d'environ 4 p. 100. La

balance du commerce extérieur de la région était excédentaire en 1980, les exportations ayant été de 10,7 milliards de dollars et les importations de 10,2 milliards de dollars. L'année suivante, les chiffres correspondants étaient 8,7 milliards de dollars (exportations) et 11 milliards de dollars (importations). En 1984, la région a importé des produits vivriers et agricoles d'un montant de 15,6 milliards de dollars, dépassant les recettes d'exportation de 5 milliards de dollars. Sur ce montant, la part des importations de céréales était de 5,6 milliards de dollars, le blé et le riz étant les cultures principales d'importation comme il a été mentionné plus haut. Avec la baisse des recettes d'exportation et de la production de denrées alimentaires par habitant, la région n'avait d'autre choix que de s'enfoncer dans une crise de plus en plus grave due aux problèmes de la dette.

f) Réduction des pertes de produits alimentaires

40. L'Assemblée générale des Nations Unies en 1975 et le Plan d'action de Lagos, en 1980, ont souligné la nécessité de réduire les pertes de produits alimentaires d'au moins 50 p. 100 vers la fin de l'année 1985. Malgré cela, des pertes de produits alimentaires importantes ont persisté durant la période du Plan d'action de Lagos. Des estimations objectives ont évalué les pertes et le gaspillage des produits alimentaires après les récoltes entre 10 p. 100 dans les régions arides et 40 p. 100 dans les régions humides, les pertes et gaspillages dans les régions humides étant généralement plus élevées pour certains produits périssables, dont les produits de l'élevage et de la pêche. Les informations récentes fournies par Madagascar indiquent que le gaspillage et les pertes de produits de l'élevage (en particulier les bovins) survenant dans les points d'abattage ont atteint 40 à 45 p. 100, les pertes de produits de la pêche étant estimée entre 36 et 45 p. 100 dans les bateaux et les points d'accostage. Au Mozambique, les pertes de certains types de poisson ont peut-être pu atteindre 75 p. 100 aux points d'accostage. Au Tchad, les pertes de poisson séché ont atteint 15 à 20 p. 100, étant généralement plus importantes pendant les opérations de transport, de manutention et de traitement.

41. Les pertes et gaspillage des produits vivriers étaient dus à un certain nombre de facteurs, les plus importants étant les rongeurs, les insectes, les champignons, les oiseaux, les animaux sauvages et les bactéries. L'ampleur des dégâts causés par ceux-ci diffère d'un pays à l'autre. Au Maroc, par exemple, les oiseaux ont été à l'origine de pertes estimées à 20 p. 100. Dans certaines régions de la Tanzanie, les cochons sauvages ont causé des pertes allant jusqu'à 100 p. 100. En Ethiopie, les céréales (sorgho) emmagasinées sous terre ont accusé une perte de poids estimée à 15,4 p. 100. Bien qu'on n'ait pas quantifié les pertes des produits alimentaires, le tableau 10 donne une idée des pertes enregistrées dans la région.

Tableau 10 : Estimations quantitatives des pertes de principaux produits vivriers dans certains pays africains

Pays africains	Pertes estimées en pourcentage
Botswana	20
Burkina Faso	25
Cameroun	6
Ethiopie	20-30
Ghana	10-30
Kenya	16-20
Madagascar	30
Maroc	5-10
Somalie	25
Soudan	10
Swaziland	8-23
Tchad	10
Tunisie	7-14
Zambie	10-20

Source : Estimations fragmentaires des pertes faites par divers experts.

42. Plusieurs mesures dont certaines préventives et d'autres curatives ont été prises au cours de la période afin de réduire les pertes de produits alimentaires. Au nombre des mesures curatives figurait l'application de produits chimiques de contact et de fumigants tels que les poudres, dont celles mouillables, le malathion, le bisulfure de carbone, le lindane, le chlorpyrifos, le dichlorvos et le fenitrothion. En outre, d'autres mesures ont été prises qui comprenaient le recours à des appareils mécaniques (pièges à rat, appâts), à des moyens traditionnels (herbes ou plantes locales, graminées, poussières, minérales) et à des méthodes de lutte biologique faisant intervenir des ennemis naturels et des prédateurs comme les mites et les chats. Les méthodes préventives consistaient par exemple dans l'utilisation de sacs pratiques, la construction en des emplacements convenables d'installations d'entreposage appropriés et le rapide transport des produits des points de récolte aux points de consommation ainsi que l'amélioration des infrastructures et des politiques connexes. Pour un certain nombre de raisons mentionnées dans la section IV, de nombreuses mesures prises dans la région au cours de la période d'application du Plan d'action de Lagos étaient inadéquates et n'ont pas contribué à réaliser une réduction considérable des pertes de produits alimentaires.

g) Promotion de la sécurité alimentaire

43. Selon la Banque mondiale, la sécurité alimentaire se définit comme "l'accès de l'ensemble de la population à tout moment à une nourriture suffisante pour une vie active et saine. Ses éléments essentiels sont la disponibilité de produits alimentaires et la possibilité de les obtenir".^{5/} En un sens plus large, la sécurité alimentaire englobe les domaines de la production. Elle se limite, au sens strict, à la commercialisation, à l'entreposage, au transport, au traitement des produits alimentaires et aux systèmes d'informations agricoles, de même qu'à la surveillance de la situation alimentaire, en particulier de la production à tous les niveaux.

^{5/} Banque Mondiale, A World Bank Policy Study, Poverty and Hunger, Issues

Les groupes-cibles dans ce domaine comprennent : a) les personnes vivant dans des zones non propices à la production vivrière et où les disponibilités alimentaires sont limitées et l'approvisionnement et la vente des produits provenant d'autres zones sont mal assurés; b) les personnes trop démunies pour se procurer de la nourriture en quantité suffisante, en particulier les chômeurs des villes, les travailleurs occasionnels et les ouvriers agricoles sans terres; et c) les femmes enceintes et allaitantes, les nourrissons et les jeunes enfants (qui ont des besoins nutritionnels particuliers), ainsi que les nomades.

44. C'est compte tenu de ces facteurs qu'il est stipulé dans le Plan d'action de Lagos que les pays africains devraient constituer des réserves alimentaires équivalant à 10 p. 100 du volume de la production vivrière afin d'assurer une sécurité alimentaire adéquate. Bien que dans de nombreux pays, le sort des groupes-cibles indiqués ci-dessus ne se soit pas amélioré en ce qui concerne les objectifs de sécurité alimentaire, des activités utiles ont été menées aux niveaux national et régional. Il ressort des informations figurant dans le système de surveillance de la situation des réserves alimentaires de la FAO "que 28 pays" 6/ ont élaboré des politiques explicites en matière de réserves stratégiques. En outre, "17 pays" avaient des stocks exclusivement de réserve. Onze autres disposaient "de stocks servant à des fins de réserve comme de distribution immédiate" 6/.

45. Le Nigéria a, par exemple, lancé de vigoureux programmes de mise en place d'installations de stockage, notamment de céréales alimentaires stratégiques, et de construction de routes reliant les exportations agricoles aux marchés. Au Soudan, un important stock de 25 000 tonnes de sorgho et de mil a été mis de côté à la suite de la récolte de 1985. En République-Unie de Tanzanie, la construction d'entrepôts était en cours dans le cadre du programme de constitution de réserves stratégiques du pays. L'entrepôt situé à Arusha avait une capacité de 20 000 tonnes. Deux silos géants également situés à Arusha pouvaient contenir 28 000 tonnes, mais ils étaient hors de service en raison de leur état de délabrement. Au Malawi, il était prévu de construire trois grands silos dont la capacité totale serait de 900 000 tonnes, quantité suffisante pour faire face aux besoins alimentaires sur trois années.

46. La récente crise alimentaire a révélé l'impérieuse nécessité de disposer à temps d'informations fiables pour une gestion efficace des disponibilités alimentaires, notamment dans les pays sujets à la sécheresse. Aussi, des mesures ont-elles été prises dans certains pays avec l'assistance de la FAO en vue d'établir et de renforcer les systèmes d'informations et d'alerte rapide. D'après la FAO, il y avait en fonctionnement sept systèmes nationaux d'informations et d'alerte rapide conçus par cet organisme. Neuf systèmes du genre devaient entrer en activité sous peu tandis que sept projets nationaux étaient en gestation. Huit des projets nationaux se trouvaient en Afrique de l'Ouest, six en Afrique de l'Est et neuf en Afrique australe. Un accent accru a été également mis sur la création de systèmes régionaux d'informations et d'alerte rapide. Des mesures ont été prises pour créer un tel système pour les pays de la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe. Des mesures analogues ont été également prises afin de soutenir les programmes organisés par le Comité

6/ CEA, Evaluation des résultats de l'application du Plan alimentaire régional pour l'Afrique (1973-1984) et bilan provisoire des éléments du Plan d'action de Lagos concernant l'alimentation et l'agriculture, février 1985.

inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) en Afrique de l'Ouest. En dépit de ces mesures, il restait dans la région plusieurs pays sujets à la sécheresse où des systèmes nationaux efficaces d'informations et d'alerte rapide n'étaient ni en service ni en gestation.

h) Services d'appui à l'agriculture

47. Comme indiqué plus haut, la réalisation des objectifs du Plan d'action de Lagos dépendait également d'améliorations globales des services d'appui à l'agriculture tels que le recours à des variétés xérophiles et à rendement accru, la reproduction de races animales sélectionnées, la fourniture d'engrais et de pesticides, la commercialisation des produits agricoles, l'accès au crédit agricole, le renforcement des liens existant entre la recherche et la vulgarisation ainsi que la mise en place des moyens nécessaires. Des efforts ont été déployés afin d'améliorer ces services.

48. En Gambie par exemple, deux nouvelles variétés de riz résistantes à la maladie, sensibles aux engrais et à rendement accru connues sous le nom de IP34-450-1 et BG-90-2 importées des Philippines et de Sri-Lanka respectivement ont été utilisées et ont donné un rendement de 7 à 9 tonnes par hectare. Au Kenya, un centre pilote de pisciculture et de reproduction a commencé des travaux de recherche sur la production de Tilapia nilotica en association avec la carpe chinoise et des espèces locales. Le Cameroun a effectué des travaux de recherche sur des variétés de riz résistant à certains types de bactéries. En République-Unie de Tanzanie, 30 variétés de semences de riz ont été testées par le Kilimanjaro Agricultural Development Centre (KADC) qui en a recommandé six pour le Lower Moshi Irrigation Project (LMIP).

49. Aux niveaux sous-régional et régional, quelques travaux de recherche ont été également entrepris. Des institutions telles que l'Association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest (ADRAO) et l'Institut international d'agriculture tropical ont mis au point des variétés de céréales xérophiles et à rendement accru ainsi que des racines alimentaires bien adaptées aux différentes conditions écologiques de l'Afrique. Le Centre international de la pomme de terre (CIP) a, en coopération avec des institutions nationales, produit des variétés de pommes de terre devant donner un rendement accru au Burundi, en Ethiopie, au Kenya et au Rwanda. Le Centre international pour l'élevage en Afrique (CIPEA), oeuvrant de concert avec le Centre international sur la physiologie et l'écologie des insectes, a mis en place un réseau de recherche sur des races trypanotolérantes de bovins, d'ovins et de caprins. En outre, la CEA agissant en collaboration avec la FAO a poursuivi les efforts tendant à créer un réseau de recherche sur le maïs pour les pays de la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe.

50. Des activités semblables ont été également effectuées pour améliorer d'autres services d'appui. C'est ainsi qu'au Kenya on s'est efforcé d'affecter un nombre accru de moniteurs d'agriculture sur le terrain afin de conseiller les exploitants quant à l'utilisation de meilleures méthodes d'exploitation agricole. Au Zimbabwe, le Department of Agricultural, Technical and Extension Services (AGRITES) disposait d'environ 1577 moniteurs dont la plupart vivaient parmi les paysans en milieu rural. Dans quelques pays, notamment au cours des deux années passées de la période d'application du Plan d'action, des efforts accrus ont été fournis afin de réorganiser et d'améliorer les activités de commercialisation. Ainsi, au

Nigéria la tendance a-t-elle été de plus en plus à la réforme voire au démantèlement des offices de commercialisation afin d'accroître l'efficacité des systèmes et des techniques de commercialisation. Au Sénégal et à Madagascar, une évolution semblable se dessinait. En Egypte, en Tunisie et au Cameroun plusieurs projets ont été lancés pour agrandir les installations de stockage. Au Botswana, des préparatifs étaient en cours en vue de construire un grand abattoir. A Madagascar, des semis et des facilités de crédit ont été fournis aux exploitants agricoles afin de les encourager à augmenter la production. En Afrique australe, des projets ont été entrepris pour réhabiliter la liaison ferroviaire connue sous le nom de "Couloir de Beira" qui s'étend sur une distance de 400 km de Mutare à Beira. La Sierra Leone, la Mauritanie, le Maroc et la Tunisie exécutaient des programmes tendant à améliorer l'équipement de pêche, notamment les navires, les installations et les camions frigorifiques.

51. En matière de formation agricole, certaines activités ont été également menées au cours de la période d'application du Plan d'action de Lagos. C'est ainsi qu'au Botswana des dispositions étaient en cours pour permettre à l'université nationale d'améliorer la portée et le contenu de son programme de formation en agriculture, notamment en santé animale, en contrôle sanitaire de la viande et en aménagement des parcours. En Zambie, le Palabana Training Institute envisageait d'élaborer de meilleurs programmes de formation en industrie laitière. L'Egypte a créé à Beni Suef un centre pour la formation de mécaniciens en matière de réparation et d'entretien des tracteurs. Au Mozambique, 400 mécaniciens ont reçu une formation également dans le domaine de la réparation et de l'entretien des machines agricoles.

IV. OBSTACLES A L'APPLICATION DU PLAN D'ACTION DE LAGOS

52. Dans la section II, on s'est efforcé de dresser un tableau des mesures prévues dans le Plan d'action de Lagos, tableau qui permettrait de mesurer les réalisations faites par la région dans le secteur au cours de la période 1980-1985. En dépit des efforts déployés par certains pays pour obtenir de meilleurs résultats dans l'ensemble du secteur, la plupart des objectifs du Plan d'action n'ont pas été atteints. Les principaux obstacles à la réalisation des objectifs du Plan d'action sont examinés brièvement ci-dessous :

a) Insuffisance des ressources

53. Un facteur crucial à l'origine de l'incapacité de la région à appliquer le Plan d'action de Lagos est l'insuffisance des ressources. Au cours de la période 1980-1985, le produit intérieur brut (PIB) de la région a chuté de 16 p. 100 tandis que les besoins financiers pour l'équipement et le fonctionnement connaissaient une flambée. En valeur relative, le courant de ressources extérieures en faveur du secteur a eu tendance à s'accroître mais n'a pas suscité au plan intérieur des ouvertures de crédits comparables. Durant les années 1983 et 1984, aucun des 17 pays figurant dans le tableau 11 n'a alloué plus de 17 p. 100 des dépenses publiques totales à l'agriculture. Il n'ont d'ailleurs pour la plupart consacré à ce secteur que 10 p. 100 ou moins de ces dépenses. Qui pis est, même les ressources limitées ainsi allouées n'ont pas été décaissées à temps. Aussi, plusieurs pays ont-ils dû recourir à un endettement croissant, source de crise, étant donné qu'ils ne pouvaient financer leurs programmes de développement agricole. Au Nigéria par exemple, les projets de développement

agricole se sont ressentis de graves pénuries de ressources en 1984. Les fonds fournis par le Gouvernement fédéral ne représentaient que 16 p. 100 du budget proposé.

b) Piètre état des infrastructures

54. Un autre obstacle était le piètre état des infrastructures de la région : installations de stockage, routes, chemins de fer, abattoirs, laboratoires, centres de formation et établissements de recherche, etc. Dans nombre de pays, ces infrastructures se sont révélées inadéquates et la situation a été exacerbée par de graves difficultés telles que l'absence de pièces de rechange, de matériel, d'installations et de camions frigorifiques, de combustible et de matériaux de construction. En République-Unie de Tanzanie, deux silos géants se trouvaient dans un état lamentable, faute de ciment et de main-d'oeuvre qualifiée. En Zambie, des pluies diluviennes ont fait des nids-de poule sur des routes. Il fallait rien que pour une province une somme de 7 millions de kwacha pour remettre en état 450 routes et pistes menant à des dépôts ruraux d'où le maïs devait être ramassé.

c) Absence de main-d'oeuvre qualifiée

55. L'absence de main-d'oeuvre qualifiée dans plusieurs des domaines examinés plus haut a été un obstacle de taille à la réalisation des objectifs du Plan d'action. Cela était particulièrement vrai dans les domaines techniques comme l'élaboration et l'exécution des projets, le développement de l'irrigation, la mise au point de technologies visant à réduire les pertes après récolte, le fonctionnement des systèmes d'alerte rapide, la conservation et l'expansion des ressources forestières, l'exploitation des pêcheries et la lutte contre les épizooties. Au Mozambique par exemple, il y avait 19 diplômés des universités nationales en sylviculture, mais aucun d'eux n'avait été formé dans le secteur de la faune et de la flore sauvages. La République-Unie de Tanzanie disposait de 26 gradués en recherche forestière dont aucun en arboriculture. L'Egypte souffrait d'une pénurie chronique de spécialistes du machinisme agricole. Dans les pays qui disposaient de main-d'oeuvre qualifiée, un grave problème qui se posait était l'"exode des compétences". Un nombre croissant de personnes qualifiées s'en allaient dans les pays développés et dans les Etats du Golfe en quête de meilleures possibilités d'emploi, ce qui aggravait la situation dans la région.

d) Absence de politiques appropriées

56. Ainsi qu'il a été indiqué auparavant, ce ne sont pas les politiques qui ont manqué en Afrique. On a adopté dans presque tous les domaines mentionnés dans la section III toute une gamme de politiques, de lois et de décrets dont peu ont été effectivement appliqués. Et ceux d'entre eux qui avaient été appliqués n'étaient pas tous conformes aux objectifs du Plan d'action. En conséquence, le sort des petits exploitants n'a pas été amélioré sur le plan de l'allocation des ressources, de la fourniture des facteurs de production agricoles et de l'approvisionnement en biens de consommation. Dans certains cas, un accent plus marqué restait placé sur les cultures de rente par opposition aux cultures vivrières. Dans d'autres, le rôle du secteur public s'était hypertrophié avec

des sociétés semi-publiques inefficaces qui avaient le monopole de la commercialisation. En dépit d'augmentations périodiques, les prix versés aux exploitants pour leurs produits se sont révélés insuffisants. Dans maints pays, des régimes fonciers anachroniques ont été maintenus, ce qui a privé les petits exploitants de sécurité et ne les a pas incités à accroître la production vivrière non plus. Par ailleurs, des domaines critiques comme la recherche, la formation en matière de pertes de produits alimentaires et l'aménagement forestier n'ont pas bénéficié de l'attention nécessaire.

e) Inadéquation des techniques d'exploitation agricole

57. Il ressort incontestablement de la section III que les résultats obtenus en matière d'alimentation et d'agriculture dans la plupart des pays africains dépendaient fortement de technologies ou de pratiques médiocres reposant principalement sur l'énergie animale et humaine. Certains pays se sont efforcés de mécaniser ce domaine, mais le manque de pièces de rechange, de main-d'oeuvre qualifiée et de devises a occasionné des difficultés considérables. De graves problèmes ont également surgi en rapport avec les technologies ou pratiques déjà rudimentaires dont l'absence de bêtes de trait, la pénurie d'outils de base comme les houes et la prédominance de maladies comme la trypanosomiose et la schistosomiose. Le choix de variétés de cultures et d'espèces animales a également contribué aux piètres résultats obtenus dans le secteur. Selon un rapport établi par une équipe de scientifiques néerlandais de la Leiden University par exemple, l'introduction de la perche du Nil (Lates niloticus) dans le lac Victoria au début des années 60 a entraîné l'extinction de plusieurs espèces de poissons qui représentaient un gagne-pain et une source d'emplois pour ceux qui pratiquaient la pêche artisanale.

f) Mauvaise gestion des ressources naturelles en particulier des forêts

58. La façon dont les ressources de la région ont été exploitées et gérées a joué sur les réalisations dans le cadre du Plan d'action de Lagos. Dans bon nombre de pays, les terres possédées ont été morcelées à mesure que s'accroissait la population, si bien que chaque petit exploitant avait une surface cultivable en constante diminution. Le surpâturage, les cultures itinérantes, la surexploitation, les incendies de forêt et le ramassage du bois pour le chauffage et la construction ont entraîné l'épuisement des forêts, la disparition des animaux sauvages et la dégradation des sols. Ce phénomène, conjugué aux catastrophes naturelles telles que la sécheresse, les maladies, les inondations, l'infestation des ennemis des cultures et les cyclones, a freiné les activités en cours pour améliorer les réalisations du secteur. A titre d'illustration, la récente sécheresse a fait perdre en récoltes et en bétail au moins l'équivalent d'un milliard de dollars zimbabwéens aux neuf pays de la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe. La proportion de terres revêtues d'un couvert forestier est tombé à 6 p. 100 au Kenya et même à 3,6 p. 100 en Ethiopie. Au Mozambique, les inondations ont causé d'importants dégâts dans quatre provinces. Dans l'ensemble, quelque 14 380 hectares de cultures ont été inondés par le Pungue et le Zambèze en crue.

g) Croissance démographique

59. La population de la région a augmenté à un taux moyen de 3 p. 100 au cours de la période d'application du Plan d'action de Lagos, parallèlement, à un accroissement plus modéré de la production vivrière ne dépassant pas 1,7 p. 100. Telle était l'une des principales raisons pour lesquelles le Plan d'action de Lagos n'a pas été appliqué. C'est le cas en particulier dans les domaines de l'autosuffisance alimentaire, de la sécurité alimentaire et de la conservation et de la mise en valeur des ressources naturelles, notamment des ressources en terre et en eau et des forêts. Peut-être un corollaire du problème démographique a-t-il été le développement excessif de l'exode rural qui a diminué la population active agricole déjà faible dans la région et a gonflé la demande urbaine de produits alimentaires importés en particulier de blé, de riz et de produits transformés tels la viande et le poisson en conserve. A titre d'exemple, environ 40 à 45 p. 100 de la population du Zimbabwe vivaient dans les zones urbaines. Le Kenya, le Nigéria, l'Egypte et le Rwanda faisaient partie des pays fortement peuplés par rapport aux superficies cultivables. Au Rwanda, la densité démographique dépassait 440 au km² et les incidences d'une telle situation sur les systèmes d'utilisation du sol se passent de tout commentaire.

h) Tendance accrue au nationalisme

60. En dépit des efforts tentés pour instaurer la coopération entre pays en matière d'échanges commerciaux et dans certains aspects du développement agricole, la période d'application du Plan d'action de Lagos a été marquée par une tendance croissante au nationalisme au détriment des acquis sous-régionaux ou régionaux. Les obstacles tarifaires et non-tarifaires au commerce ont été maintenus, entravant ainsi l'expansion des échanges intrarégionaux et interrégionaux. Les principales activités menées en matière d'alimentation et d'agriculture comme la recherche, la formation de main-d'oeuvre, la protection phytosanitaire, la lutte contre les épizooties, la sécurité alimentaire et la lutte contre les effets de la sécheresse n'ont continué de préoccuper essentiellement que des Etats pris individuellement. Des organismes intergouvernementaux comme par exemple l'Union du fleuve Mano, la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et même l'Organisation de l'unité africaine (OUA) ont souffert de crises financières périodiques résultant de la réticence ou de l'incapacité des pays membres à verser à temps leurs contributions. Certains de ces organismes ont été si durement touchés qu'ils ont atteint un point de désintégration. Cet état de choses était en nette contradiction avec l'esprit et la substance du Plan d'action de Lagos et a miné les efforts fournis par la région pour promouvoir la coopération inter-Etats, laquelle était un des facteurs cruciaux considérés comme une condition sine qua non de la réalisation des objectifs du Plan d'action.

i) Inexistence d'objectifs clairement définis liés au Plan d'action de Lagos

61. Dans la plupart des pays, les stratégies de développement agricole ont semblé poursuivre au moins certains des objectifs du Plan d'action de Lagos. Néanmoins, ceci ne paraissait pas découler de mesures délibérément conçues ayant trait à des objectifs clairement définis liés au Plan d'action de Lagos. Tout d'abord, très peu de fonctionnaires des pays concernés étaient au courant du Plan d'action de Lagos et de ses objectifs spécifiques en matière d'alimentation et

d'agriculture. Lorsqu'ils l'étaient, il n'y avait aux niveaux national, sous-régional ou régional aucun organe chargé exclusivement de définir des objectifs à atteindre périodiquement et d'exécuter les mesures de suivi nécessaires. C'est pourquoi, aucun des pays n'a pu aisément déterminer clairement la mesure dans laquelle les objectifs du Plan d'action ont été atteints au cours de la période considérée.

j) Hostilité de l'environnement économique extérieur

62. Si l'incapacité de la région à atteindre les objectifs du Plan d'action ne sont pas essentiellement imputables à l'environnement économique extérieur, il n'en demeure pas moins que la récession économique mondiale y a également contribué. La baisse prolongée des prix des produits d'exportation, l'effondrement persistant du volume des produits agricoles exportés et la non-compétitivité de ces produits sur les marchés internationaux ont été autant de sérieux obstacles aux efforts déployés par la région pour accroître les recettes d'exportation et financer le développement du secteur. Comme l'indique le tableau 12, la part de la région dans les exportations mondiales a baissé au cours de la période allant de 1961-1963 à 1982-1984 pour l'ensemble des principaux produits d'exportation à l'exclusion du thé dont la production a enregistré une forte augmentation dans les pays producteurs comme le Kenya au cours des deux années passées de l'application du Plan d'action.

Tableau 12 : Volume des principaux produits agricoles de l'Afrique, en pourcentage des exportations mondiales

Produit	Part		
	1961-1963	1969-1971	1982-1984
Cacao	63,6	58,2	40,2
Café	25,0	28,4	21,9
Thé	8,1	14,2	19,4
Coton fibre	18,6	23,1	15,3
Tabac	11,9	7,4	8,7
Caoutchou	6,5	6,7	4,5
Sucre	5,0	6,1	4,8
Huiles végétales, graines et produits oléagineux (équivalent huile)	24,1	13,3	2,7

Source : Atlas de l'agriculture africaine, FAO, Rome, 1986.

k) Caractère défavorable de l'environnement pour l'aide

63. L'aide extérieure au secteur, bien que supérieure au volume des ressources intérieures allouées, n'a pas été favorable à l'application du Plan d'action de Lagos. Ainsi qu'il ressort du tableau ci-dessous, les engagements au titre de l'assistance publique à des conditions libérales comme non libérales (à l'exclusion des dons en matière d'assistance technique) ont été en hausse au cours des années 1981 et 1983. Ils se sont montés à 1 milliard 900 millions de dollars des Etats-Unis au cours des deux années. Durant les années 1980, 1982 et 1984, la tendance de ces engagements a été à la baisse par rapport aux deux autres années, ce qui dénotait non seulement l'inadéquation de l'aide extérieure aux besoins de la région, mais aussi son instabilité et son inadaptation à un développement soutenu du secteur. La situation pourrait même être plus problématique si l'on considérait le décalage entre les engagements et les décaissements effectifs.

Engagements de titre de l'aide publique (non compris les dons en matière d'assistance technique) en faveur de l'agriculture au sens strict du terme dans les pays africains en développement (en millions de dollars)

Engagements	1980	1981	1982	1983	1984
Volume total	1608,9	1905,2	1599,7	1913,7	1850,7
Montant à des conditions libérales	1378,2	1406,9	1431,7	1147,8	1427,8
Montant à des conditions non libérales	230,8	498,3	168,0	765,9	422,9
Volume total	1608,9	1905,2	1599,7	1913,7	1850,7
Aide bilatérale	774,3	871,9	1084,1	765,4	970,5
Aide multilatérale	834,7	1033,3	515,6	1148,2	880,2
A des conditions libérales	1378,2	1406,9	1431,7	1147,8	1427,8
Bilatéraux	744,0	830,1	1066,9	727,4	922,8
Multilatéraux	634,2	576,9	364,8	420,4	505,0
A des conditions non libérales	230,8	498,3	168,0	765,9	422,9
Bilatéraux	30,2	41,9	17,3	38,0	47,7
Multilatéraux	200,5	456,4	150,7	727,9	375,2

Note: L'agriculture au sens strict entendu ne comprend pas la sylviculture.

Source : FAO Computerized Data Bank on External Assistance to Agriculture, 1986.

1) Absorption par les situations d'urgence

64. L'absorption de certains pays par des activités liées à des situations d'urgence a aussi sérieusement fait obstacle à la réalisation des objectifs du Plan d'action. Ainsi qu'il est indiqué dans l'annexe II, ces activités comportaient de nombreuses tâches à court et moyen terme. Des exemples en étaient la livraison des secours alimentaires, l'approvisionnement des exploitants touchés en facteurs de production agricoles, l'amélioration et l'utilisation des techniques d'irrigation traditionnelles, le perfectionnement de l'infrastructure nationale de commercialisation, le renforcement des services existants de recherche et de vulgarisation, l'expansion et la réhabilitation du secteur des ressources en eau en zones rurales, aux fins de la consommation humaine et animale ainsi que la réinstallation des personnes déplacées, notamment des réfugiés. C'est ainsi qu'en Ethiopie, sur 49 projets de développement proposés par la FAO au financement des donateurs, "21 dont le coût s'élevait à 95 millions de dollars répondaient à des situations d'urgence" 7/. La signification de ces activités pour la capacité de la région à réaliser les objectifs du Plan d'action est si évidente qu'il n'est nul besoin de s'étendre là-dessus.

V. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

65. Dans les sections précédentes, on s'est efforcé de faire en quelque sorte un bilan des principaux domaines dans lesquels les pays de la région ont enregistré des succès et ceux dans lesquels ils ont échoué dans la réalisation des objectifs du Plan d'action de Lagos, en analysant brièvement les obstacles les plus importants. L'objet de cette démarche, et partant, du produit du budget-programme de la CEA pour l'exercice 1986-1987 concernant l'application du Plan d'action de Lagos est de permettre aux Etats membres de réévaluer leurs activités dans le cadre de l'application du Plan par rapport aux objectifs spécifiques de ce dernier, et ce en vue d'estimer leur capacité de réaliser ces objectifs dans le cadre du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990 7/. A cet égard, il est recommandé dans le rapport :

a) Que les pays membres réexaminent de façon critique les efforts qu'ils ont déployés pour appliquer le Plan d'action en vue d'identifier les lacunes et de tirer d'utiles enseignements pour l'avenir;

b) Qu'une fois ces lacunes identifiées, il y soit porté remède, en mettant un accent particulier sur les politiques, les plans, l'allocation des ressources, la formation de main-d'oeuvre, la coopération interrégionale et intrarégionale ainsi que la conservation et l'expansion des ressources naturelles, notamment des ressources en terres et en eau et des forêts;

c) Qu'un rang de priorité élevé soit accordé aux buts du Plan d'action de Lagos en matière d'autosuffisance alimentaire, de pertes de produits alimentaires et de sécurité alimentaire, l'accent étant mis sur le rôle des petits exploitants aux niveaux national, sous-régional et régional;

7/ African Business, May 1985, p. 31.

d) Que des objectifs annuels spécifiques et des mécanismes de surveillance de l'application soient établis dans les stratégies futures, ce afin d'atteindre les objectifs du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique.

66. Enfin, il faudrait reconnaître que la capacité de la région à poursuivre les objectifs du Plan d'action de Lagos dans ce secteur ainsi qu'il est énoncé dans le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique dépendra dans une large mesure des mesures résolues qu'elle prendra afin de surmonter la plupart, sinon la quasi-totalité, des obstacles susmentionnés. Il est espéré que l'adoption des recommandations avancées dans le présent rapport aidera à élaborer des stratégies appropriées à cet effet.

Annexe I

Tableau 1 : Part de l'agriculture dans le montant total des dépenses publiques et dans le PIB total, pour 13 pays africains (moyenne pour la période 1978-1982)

Pays	Agriculture, en pourcentage		Part dans les dépenses publiques rapportée à celle dans le PIB (en pourcentage)
	publiques	du PIB	
Algérie	5,9	6,4	0,92
Bénin	9,0	47,8	0,19
République du Cameroun	8,8	31,9	0,28
République centrafricaine	5,6	35,7	0,16
Gabon	2,1	5,4	0,39
Gambie	13,6	31,8	0,43
Kenya	15,5	36,4	0,43
Libéria	10,0	34,6	0,29
Mali	12,4	41,4	0,30
Maurice	10,4	12,7	0,82
Maroc	7,0	17,3	0,40
Swaziland	11,7	n.d.	n.d.
République-Unie de Tanzanie	9,3	53,2	0,17

Source : FAO survey on public expenditures on agriculture, Rome.

Tableau 2 : Production vivrière, 1981-1985 (en milliers de tonnes)

	1981	1982	1983	1984	1985
<u>Céréales</u>					
Afrique du Nord	18 203	19 008	17 130	16 811	23 031
Afrique du Centre	1 361	1 461	1 562	1 430	1 874
Afrique de l'Est					
et Afrique australe	21 283	22 207	20 016	19 515	23 729
Pays des Grands Lacs	1 727	1 733	1 790	1 746	1 930
Afrique de l'Ouest	18 761	18 123	15 213	16 596	19 523
Toutes sous-régions	61 333	62 523	55 711	56 097	70 088
Afrique (sans l'Afrique du Sud)	61 439	62 640	55 820	56 209	70 202
<u>Racines et tubercules</u>					
Afrique du Nord	2 840	2 882	2 962	3 138	3 280
Afrique du Centre	4 863	4 954	4 656	4 851	4 889
Afrique de l'Est					
et Afrique australe	22 207	22 393	23 484	24 081	24 159
Pays des Grands Lacs	16 598	17 923	18 364	18 645	18 726
Afrique de l'Ouest	41 388	43 633	39 645	46 345	44 483
Toutes sous-régions	87 396	91 685	89 110	97 060	95 536
Afrique (sans l'Afrique du Sud)	88 117	91 905	89 340	97 292	95 772
<u>Légumineuses</u>					
Afrique du Nord	633	787	895	884	976
Afrique du Centre	177	181	184	185	187
Afrique de l'Est					
et Afrique australe	2 246	2 518	2 149	2 139	2 195
Pays des Grands Lacs	689	693	736	615	650
Afrique de l'Ouest	1 608	1 647	1 537	1 588	1 589
Toutes sous-régions	5 355	5 826	5 500	5 410	5 597
Afrique (sans l'Afrique du Sud)	5 362	5 833	5 507	5 417	5 604
<u>Cultures oléagineuses</u>					
Afrique du Nord	787	732	817	685	796
Afrique du Centre	289	305	286	285	301
Afrique de l'Est					
et Afrique australe	684	693	685	699	713
Pays des Grands Lacs	358	356	354	363	362
Afrique de l'Ouest	2 354	2 469	2 214	2 328	2 411
Toutes sous-régions	4 472	4 555	4 357	4 360	4 583
Afrique (sans l'Afrique du Sud)	4 472	4 555	4 357	4 360	4 583

	1981	1982	1983	1984	1985
<u>Viande</u>					
Afrique du Nord	1 603	1 678	1 697	1 765	1 878
Afrique du Centre	229	221	216	217	224
Afrique de l'Est et					
Afrique australe	2 038	2 114	2 155	2 177	2 168
Pays des Grands Lacs	221	221	224	228	234
Afrique de l'Ouest	1 577	1 619	1 644	1 639	1 678
Toutes sous-régions	5 668	5 853	5 935	6 025	6 182
Afrique (sans l'Afrique du Sud)	5 742	5 929	6 013	6 106	6 264
<u>Lait</u>					
Afrique du Nord	6 535	6 813	7 092	7 223	6 889
Afrique du Centre	185	183	181	175	177
Afrique de l'Est et					
Afrique australe	4 034	4 341	4 514	4 293	4 083
Pays des Grands Lacs	126	129	119	123	126
Afrique de l'Ouest	1 409	1 432	1 430	1 393	1 399
Toutes sous-régions	12 288	12 898	13 336	13 207	12 674
Afrique (sans l'Afrique du Sud)	12 366	12 976	13 414	13 286	12 754
<u>Manioc</u>					
Afrique du Nord	125	125	125	125	128
Afrique du Centre	2 708	2 794	2 627	2 752	2 789
Afrique de l'Est et					
Afrique australe	16 441	16 088	17 037	17 766	17 730
Pays des Grands Lacs	14 109	15 221	15 715	16 048	16 080
Afrique de l'Ouest	16 187	17 283	15 220	19 535	17 638
Toutes sous-régions	49 571	51 510	50 724	56 226	54 364
Afrique (sans l'Afrique du Sud)	49 575	51 514	50 728	56 230	54 369
<u>Igname</u>					
Afrique du Nord	115	115	115	115	115
Afrique du Centre	863	915	864	876	867
Afrique de l'Est et					
et Afrique australe	286	289	291	221	221
Pays des Grands Lacs	207	213	222	223	228
Afrique de l'Ouest	21 637	22 910	21 123	23 300	23 354
Toutes sous-régions	23 108	24 442	22 614	24 734	24 784
Afrique (sans l'Afrique du Sud)	23 108	24 442	22 614	24 734	24 784

Tableau 4 : Production des cultures d'exportation en Afrique (à l'exclusion de l'Afrique du Sud) (en milliers de tonne)

Variations annuelles moyennes, en pourcentage

	1981	1982	1983	1984	1985	1981- 1984	1984- 1985
Café vert	1 265	1 202	1 166	1 151	1 395	-3,1	21,2
Cacao en fèves	1 068	875	859	1 045	997	0,6	-4,6
Feuilles de tabac	220	245	268	296	301	10,4	1,7
Thé	195	207	220	220	240	4,1	9,1
Sucre de canne	46 898	48 402	49 962	49 449	51 161	1,8	3,5
Coton (fibre)	1 091	1 108	1 205	1 206	1 281	3,5	6,2
Sucre brut (centrifugé)	4 578	4 914	5 113	5 221	5 504	4,5	5,4
Sisal	162	157	141	137	136	-5,4	-0,7
Coton brut	3 022	3 040	3 413	3 459	3 582	4,7	3,6
Arachides en coques	4 496	4 472	3 432	3 783	4 007	-4,5	5,9
Graines de coton	1 874	1 809	2 138	2 183	2 241	5,4	2,7

Source: FAO, 1985, FAO Production Computer Print-outs, 12/16/85, Statistics Division, FAO, Rome.

Tableau 5 : Taux d'accroissement de la production vivrière et agricole en Afrique

Période	Cultures d'exportation	Cultures vivrières
1980-1981	1,1	1,0
1981-1982	3,4	3,7
1982-1983	0,4	0,2

Source: Dalhousie University, Briefing Paper on Africa's Economic Crisis, 1985.

Tableau 6 : Cheptel par sous-région, 1980-1985

Catégorie/sous-région	Nombre de têtes (en milliers)	
	1980	1985
1. <u>Bovins</u>	154 939	158 425
MULPOC de Tanger	25 777	27 071
MULPOC de Yaoundé	3 991	8 927
MULPOC de Lusaka	84 586	87 357
MULPOC de Gisenyi	2 420	2 460
MULPOC de Niamey	33 165	32 610
2. <u>Ovins</u>	145 675	156 138
MULPOC de Tanger	57 253	61 683
MULPOC de Yaoundé	4 776	4 410
MULPOC de Lusaka	46 743	49 792
MULPOC de Gisenyi	1 346	1 414
MULPOC de Niamey	35 557	38 839
3. <u>Caprins</u>	142 743	148 222
MULPOC de Tanger	25 998	25 172
MULPOC de Yaoundé	5 755	5 166
MULPOC de Lusaka	56 680	59 878
MULPOC de Gisenyi	4 274	4 939
MULPOC de Niamey	50 535	53 067
4. <u>Volaille</u>	542 000	668 000
MULPOC de Tanger	115 000	136 000
MULPOC de Yaoundé	16 000	18 000
MULPOC de Lusaka	183 000	209 000
MULPOC de Gisenyi	19 000	23 000
MULPOC de Niamey	209 000	282 000

Variations en pourcentage de 1975 à 1985 et part de la viande bovine,
de mouton et de porc dans la production totale en 1975 et 1985

Sous-régions	Production (en milliers de tonnes)			Variations en pourcentage	Part de la viande bovine, de mouton et de porc (en pourcentage)	
	1975	1980	1985	1985/1975	1975	1985
MULPOC de Tanger	1 232	1 444	1 806	46,6	74,6	73,0
MULPOC de Yaoundé	213	255	233	9,3	70,0	70,8
MULPOC de Lusaka	1 810	2 048	2 195	21,3	72,5	70,7
MULPOC de Gisenyi	217	217	232	6,9	40,5	42,2
MULPOC de Niamey	1 132	1 524	1 696	49,8	63,6	55,1
Tous MULPOC	4 604	5 488	6 162	33,8	69,3	66,0

Source : FAO, Production Computer Print-Outs, 12/6/85, Statistics Division, FAO, Rome.

Tableau 8 : Importations alimentaires dans la région africaine
(à l'exclusion de l'Afrique du Sud) 1980-1984
(en millions de dollars)

Produit	1980	1981	1982	1983	1984
1. Volume total	74882,8	82078,7	77883,8	73441,6	75441,0
2. Produits agricoles	14293,7	16502,9	15098,5	14246,6	15073,7
3. Viande	628,9	848,3	843,6	761,1	856,8
4. Produits laitiers	2392,2	1591,9	1497,2	1474,8	1392,0
5. Céréales	5371,3	6241,2	5832,9	5255,0	5942,3
5. Graines oléagineuses	79,3	75,5	67,6	52,8	53,5
7. Huiles végétales	1012,2	1120,7	950,6	1010,9	1166,3
8. Intrants agricoles 1/	2020,6	1892,8	-	1665,6	1781,2
9. Produits à base de poisson	823,4	830,5	623,6	592,1	508,2
10. Produits forestiers	1435,0	1638,9	1615,2	769,3	1790,5
11. Produits alimentaires	9483,9	9877,6	9191,9	8554,6	9410,9

Note : 1/ Les intrants agricoles comprennent les engrais bruts, les engrais manufacturés, les pesticides et les machines agricoles.

Source: FAO country tables, 1984 and 1986, basic data on the Agricultural sector, Rome.

**Tableau 11 : Proportion des dépenses publiques allouées à l'agriculture
dans certains pays au cours de la période 1983-1984**

Pays	Montant des dépenses (en millions de dollars)	Proportion (en pourcentage)
Zambie	187,36	17
Malawi	51,2	15
Tunisie	280,27	13
Soudan	152,66	11
Sénégal	48,89	11
Sierra Leone	14,44	10
Côte d'Ivoire	167,69	10
Kenya	150,97	10
Niger	30,10	9
Egypte	1 699,71	9
République-Unie de Tanzanie	131,84	8
Ethiopie	86,08	7
Cameroun	108,90	6
Maroc	244,16	5
Ghana	37,39	5
Nigéria	652,49	4
Mali	28,59	4

Source : Atlas de l'agriculture africaine, FAO, 1986.

Tableau 13 :

Taux de croissance annuel des indicateurs
macro-économiques clés de 1960 à 1984

(en pourcentage)

	1960-70	1970-75	1975-80	1980-84	1981	1982	1983	1984
<u>Produit intérieur brut</u>								
Pays bénéficiant de l'aide de l'IDA	3,6	2,4	2,3	0,7	1,7	0,8	-0,1	0,8
Autres pays africains subsahariens	3,9	7,8	3,4	-2,6	-1,7	-1,6	-4,4	-2,4
Total Afrique subsaharienne	3,7	5,5	3,0	-1,4	-0,5	-0,7	-2,7	-1,2
<u>Population</u>								
Pays bénéficiant de l'aide de l'IDA	2,5	2,7	2,8	3,0	3,0	3,0	3,1	3,1
Autres pays africains subsahariens	2,6	2,8	2,7	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5
Total Afrique subsaharienne	2,5	2,8	2,8	3,2	3,2	3,2	3,2	3,2
<u>PIB par habitant^{a/}</u>								
Pays bénéficiant de l'aide de l'IDA	1,0	-0,3	-0,5	-2,3	-1,2	-2,2	-3,0	-2,2
Autres pays africains subsahariens	1,3	4,9	0,7	-5,9	-5,0	-4,9	-7,6	-5,7
Total Afrique subsaharienne	1,2	2,7	0,2	-4,4	-3,5	-3,8	-5,7	-4,2
<u>Volume des exportations^{a/}</u>								
Pays bénéficiant de l'aide de l'IDA	..	-2,2	1,4	-2,6	-2,7	-6,5	-1,9	2,7
Autres pays africains subsahariens	..	4,7	3,0	-9,3	-24,0	-8,0	-13,6	14,1
Total Afrique subsaharienne	..	2,7	2,6	-7,4	-18,7	-7,6	-10,1	10,4
<u>Volume des importations^{a/}</u>								
Pays bénéficiant de l'aide de l'IDA	..	-4,8	2,8	-5,4	-7,5	-5,6	-7,5	0,5
Autres pays africains subsahariens	..	8,7	6,8	-6,2	16,1	-9,6	-18,3	-1,8
Total Afrique subsaharienne	..	0,6	5,0	-5,9	6,4	-8,2	-14,3	-0,9
<u>Termes de l'échange^{a/}</u>								
Pays bénéficiant de l'aide de l'IDA	..	-7,7	0,1	-1,0	-12,1	-1,2	5,1	2,4
Autres pays africains subsahariens	..	12,6	7,3	-0,6	3,9	1,3	-6,6	1,4
Total Afrique subsaharienne	..	0,5	4,9	-0,8	-1,0	0,5	-3,6	1,8

Source : World Bank: Financing Adjustment with Growth in Sub-Saharan Africa, 1986-90, Février 1986.

^{a/} Ces taux de croissance sont dérivés des UN Trade Data exprimés en dollars courants et corrigés par des indices de prix appropriés (indices du prix unitaire pondérés déterminés à partir des données sur les prix des produits primaires de la Banque mondiale et indice de la valeur unitaire de la production manufacturière, pour les exportations; et coefficients déflateurs implicites spéciaux pour les importations). Les chiffres de la valeur unitaire sont calculés à partir des prix en dollars courants et constants. A l'exclusion de la Guinée, de la Guinée-Bissau, du Mozambique, du Swaziland et du Tchad.

Annexe IIMesures d'urgence à court et à moyen terme envisagées pour améliorer la situation alimentaire en Afrique1) Mesures à court terme

- a) Mobilisation de l'ensemble des ressources humaines et des moyens de transport disponibles afin d'accélérer la distribution des secours alimentaires aux populations vulnérables dans les pays touchés;
- b) Fourniture, aux exploitants agricoles, en quantité suffisante, d'intrants agricoles, en particulier de semences, d'engrais et de puissance de traction, et ce bien avant le début de la prochaine campagne agricole;
- c) Ramassage en temps opportun et stockage en lieu sûr des récoltes de la campagne agricole en cours;
- d) Relèvement et amélioration des infrastructures intérieures de commercialisation comme les routes et les installations de stockage;
- e) Etablissement de nouveaux points d'abreuvement et de réserves de fourrages pour le bétail;
- f) Relèvement et utilisation du réseau traditionnel d'irrigation;
- g) Dépôt systématique de stocks de produits alimentaires dans les zones sujettes à la sécheresse ou dans d'autres endroits stratégiques;
- h) Fourniture, aux exploitants agricoles, de conseils appropriés quant à une utilisation efficace des intrants agricoles comme les pesticides et les engrais; et
- i) Réduction des pertes découlant de la récolte, de la transformation et de la consommation du poisson.

2) Mesures à moyen terme

- a) Intensification de la planification préalable en matière de catastrophes, notamment par la mise en place de systèmes d'informations et d'alerte rapide, l'établissement de plans d'urgence de distribution de secours alimentaires et de plans détaillés de distribution de disponibilités alimentaires dans les situations d'urgence;
- b) Renforcement des services actuels de recherche et de vulgarisation;

- c) Constitution de compétences nationales de niveau intermédiaire en vue de la gestion et de l'administration des programmes et projets de développement agricole ainsi que de l'élaboration de politiques connexes;
- d) Mise en place de programmes d'irrigation à petite échelle;
- e) Prévention des pertes de produits alimentaires, eu égard en particulier à celles survenant aux points de stockage, de manutention et de transformation;
- f) Amélioration générale des infrastructures de commercialisation des produits agricoles, notamment construction de nouvelles infrastructures, l'accent étant mis sur les routes et les installations de stockage en zones rurales;
- g) Expansion et relèvement du secteur de ressources en eau en milieu rural aux fins de la consommation humaine et animale;
- h) Renforcement des institutions et des techniques actuelles de lutte contre les épizooties et multiplication et diffusion de variétés de cultures et de races animales; et
- i) Diversification de la production vivrière par le recours aux racines et tubercules.

Annexe III

Quantités pêchées, Afrique à l'exclusion
de l'Afrique du Sud, 1980, 1983
(en tonnes)

	<u>Pêche continentale</u>		<u>Pêche en mer</u>	
	1980	1983	1980	1983
Algérie	-	-	48 000	70 000
Egypte	106 148	114 910	32 249	25 090
Jamahiriya arabe libyenne	-	-	5 200	7 500
Maroc	387	1 351	329 520	433 544
Soudan	25 110	25 050	950	4 450
Tunisie	-	-	60 154	67 145
Total partiel	133 645	141 311	476 073	612 729
Bénin	20 200	17 000	3 390	4 050
Burkina Faso	6 500	7 000	5 634	13 856
Cap-Vert	-	-	8 837	13 205
Côte d'Ivoire	15 000	14 680	62 680	79 280
Gambie	3 489	645	10 565	8 953
Ghana	40 000	43 000	184 121	185 000
Guinée	1 000	1 000	17 453	17 453
Guinée-Bissau	-	-	3 777	2 617
Libéria	4 000	4 000	7 791	9 553
Mali	80 000	33 000	-	-
Mauritanie	10 000	11 000	10 132	42 842
Niger	8 892	6 840	-	-
Nigéria	197 206	124 943	292 390	390 306
Sénégal	-	-	250 186	212 895
Sierra Leone	14 982	16 480	34 205	36 558
Togo	3 500	700	-	-
Total partiel	394 769	280 282	891 161	1 016 575
République centrafricaine	13 000	13 000	-	-
Tchad	115 000	110 000	-	-
Congo	8 000	12 000	19 570	19 926
Guinée équatoriale	-	-	2 500	2 500
Gabon	400	2 633	26 417	50 005
Sao Tomé-et-Principe	-	-	417	4 050
Cameroun	38 000	40 000	39 283	44 277
Total partiel	174 400	177 633	88 187	120 758
Burundi	14 767	12 000	-	-
Rwanda	1 200	1 210	-	-
Zaire	-	-	615	1 000
Total partiel	15 967	13 210	615	1 000

	<u>Pêche continentale</u>		<u>Pêche en mer</u>	
	1980	1983	1980	1983
Angola	8 000	8 000	77 585	104 414
Botswana	1 250	1 250	-	-
Comores	-	-	4 000	4 000
Djibouti	-	-	251	426
Ethiopie	3 100	3 500	407	400
Kenya	42 171	91 068	5 403	6 393
Lesotho	27	20	-	-
Madagascar	37 964	42 200	10 142	12 307
Malawi	65 757	58 416	-	-
Maurice	16	24	6 389	9 512
Mozambique	5 000	5 000	30 350	37 440
Seychelles	-	-	4 676	3 854
Somalie	-	-	14 330	15 550
Swaziland	44	44	-	-
Ouganda	165 840	172 000	-	-
République-Unie de Tanzanie	189 900	236 980	39 374	35 518
Zambie	50 987	67 234	-	-
Zimbabwe	13 288	17 700	-	-
Total partiel	583 340	703 436	192 907	229 760
Sous-région de l'Afrique du Nord	133 645	141 311	476 073	612 729
Sous-région de l'Afrique de l'Ouest	394 769	280 288	891 161	1 016 575
Sous-région de l'Afrique du Centre	174 400	177 633	88 187	120 758
Sous-région des pays des Grands Lacs	15 967	13 210	77 585	104 414
Sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe	583 340	703 436	192 907	229 760
Ensemble sous-régions	1 302 121	1 315 878	239 282	344 128
Divers (à l'exclusion de l'Afrique du Sud)	50	50	-	-
Afrique (à l'exclusion de l'Afrique du Sud)	1 302 171	1 315 928	1 965 195	2 428 364

Source: FAO, 1984 Yearbook of Fishery Statistics, Vol. 51
Fisheries Department, FAO, Rome.